

MÉTAUX PRÉCIEUX
**La Russie détient
45% des réserves
mondiales de
diamants**

P 4

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE

La Banque mondiale salue les efforts de l'Algérie

L'Algérie enregistre des avancées significatives dans sa stratégie de diversification économique, notamment avec un triplement de ses exportations hors hydrocarbures, qui ont atteint 5,1 milliards de dollars en 2023. Soutenue par la Banque mondiale, elle met en œuvre des réformes structurantes telles que le Système communautaire portuaire algérien (APCS) et une nouvelle loi sur l'investissement, dans le but d'accroître son attractivité économique et son efficacité commerciale. Toutefois, des défis structurels subsistent, parmi lesquels une faible productivité et les impératifs liés à la transition énergétique, soulignant la nécessité de poursuivre les réformes pour assurer une croissance durable. P 3



HYDROCARBURES

Une délégation de Sonatrach visite des structures de l'américaine Chevron au Nouveau-Mexique

Une délégation du groupe Sonatrach conduite par son PDG, Rachid Hachichi, a visité des structures de la compagnie américaine Chevron au Nouveau-Mexique (Etats-Unis d'Amérique), indique un communiqué du groupe public. La visite des structures de Chevron intervient dans le cadre de la visite de travail qu'effectue la délégation du groupe Sonatrach aux Etats-Unis d'Amérique, où elle a participé au Forum algéro-américain sur l'énergie 2025 dans la ville de Houston.

P 2

PIPELINE D'HYDROGÈNE VERT ENTRE L'ALGÉRIE ET L'ITALIE

Le projet opérationnel d'ici deux ans

Le projet SouthH2 Corridor, l'un des corridors énergétiques les plus ambitieux jamais envisagés entre l'Afrique du Nord et l'Europe, progresse à un rythme soutenu. C'est ce qu'a confirmé Alessandra Basini, présidente de la société italienne ZHERO, en charge du développement de cette initiative stratégique lors d'un récent entretien accordé à une chaîne de télévision étrangère. Elle a précisé que sa société travaille sur ce projet depuis maintenant trois ans, et qu'il faudra encore au moins deux années consacrées à l'ingénierie et à l'obtention des autorisations nécessaires.

P 5

INVESTISSEMENTS EN ALGÉRIE

La diaspora sollicitée

Avec plus de 1400 projets d'investissements de la diaspora enregistrés à février 2025, notre diaspora comme ne cessent de le dire les pouvoirs publics est notre première barrière et une force de frappe de notre économie. Depuis cinq ans, le président de la République n'a jamais cessé d'instruire le Gouvernement pour apporter aide et assistance à notre diaspora sur tous les plans. C'est dans la continuité de cette politique, que placée sous le signe de la coopération économique, et par visioconférence que s'est tenue une rencontre l'initiative du Consulat Général d'Algérie à Lyon, en direction de notre diaspora.

P 3

LA CNMA ORGANISERA CE DIMANCHE
UNE RENCONTRE À ADRAR

**Le rôle de l'assurance dans le
développement de la filière
céréalière en débat P 2**

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ET RECHERCHE SCIENTIFIQUE

**Signature de 21 accords
de jumelage P 5**

CRITIQUANT LES HAUSSES TARIFAIRES
AMÉRICAINES

**L'ONUDI appelle à une
coopération mondiale P 4**

HYDROCARBURES
Une délégation de Sonatrach visite des structures de l'américaine Chevron au Nouveau-Mexique

Une délégation du groupe Sonatrach conduite par son PDG, Rachid Hachichi, a visité des structures de la compagnie américaine Chevron au Nouveau-Mexique (Etats-Unis d'Amérique), indique un communiqué du groupe public. La visite des structures de Chevron intervient dans le cadre de la visite de travail qu'effectue la délégation du groupe Sonatrach aux Etats-Unis d'Amérique, où elle a participé au Forum algéro-américain sur l'énergie 2025 dans la ville de Houston. Lors de sa visite, vendredi, aux structures de Chevron, M. Hachichi et ses accompagnateurs ont suivi un exposé détaillé sur les techniques adoptées par la compagnie américaine dans les gisements situés dans les bassins de Denver-Julesburg et Vaca Muerta, ainsi que sur les moyens logistiques et les infrastructures de Chevron dans la région. La délégation a également visité une station d'épuration des eaux usées récupérées dans les puits pour leur réutilisation dans d'autres puits et une station d'hydrofracturation, où elle a pris connaissance du système de fonctionnement de ces structures et des mécanismes mis en place pour préserver l'environnement. Le PDG et la délégation l'accompagnant se sont arrêtés au niveau de l'unité de traitement du sable utilisé dans les opérations d'hydrofracturation, ajoute la même source. La délégation de Sonatrach a aussi visité un centre de stockage de batteries et une station de production d'énergie solaire, où elle a pris connaissance des techniques les plus modernes utilisées par Chevron dans ses installations énergétiques. Cette visite s'inscrit dans le cadre de la concrétisation des relations de coopération entre les deux compagnies, notamment dans l'activité Amont, conformément au mémorandum d'entente, signé le 13 juin 2024, pour le développement des ressources pétrolières et gazières dans les bassins d'Ahnet et de Berkine, rappelle la même source.

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE S'EST ENTRETENU AVEC LE MAE ÉGYPTIEN

Les perspectives du partenariat industriel passées en revue

Les perspectives du renforcement du partenariat industriel ont été examinées, jeudi à Alger, par le ministre de l'Industrie, M. Sifi Ghrieb, et le ministre des Affaires étrangères, de l'Immigration et des Expatriés égyptiens, M. Badr Abdel-Atty, en visite de travail en Algérie, indique un communiqué du ministère.

Synthèse S R.

Cette rencontre, tenue au siège du ministère, s'inscrit dans le cadre du suivi des résultats de la visite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en Égypte en octobre dernier, selon le communiqué. La rencontre qui s'est déroulée en présence de l'ambassadeur d'Algérie auprès de la République arabe d'Égypte et de l'ambassadeur d'Égypte en Algérie, ainsi que de cadres et d'opérateurs économiques des deux parties, a permis d'évoquer l'état et les perspectives de la coopération économique industrielle entre les deux pays, et de passer en revue les moyens de promouvoir le partenariat industriel bilatéral, au vu des relations fraternelles et historiques unissant l'Algérie et l'Égypte et des visions économiques conjointes des deux pays. A cet égard, M. Ghrieb a affirmé que «les relations entre l'Algérie et l'Égypte repo-

sent sur des bases solides, d'autant que le secteur de l'Industrie peut devenir un véritable levier pour le renforcement de la coopération bilatérale, notamment dans les domaines de l'industrie locale et des industries manufacturières».

«La prochaine étape requiert davantage de coordination entre les acteurs économiques des deux pays», a-t-il précisé, appelant à créer une banque de données numérique commune en vue d'identifier les besoins mutuels du marché et créer un équilibre commercial efficace à même de renforcer les capacités des deux pays, et concrétiser ainsi un partenariat fructueux. De son côté, M. Badr Abdel-Atty a exprimé sa satisfaction du niveau de coordination et de concertation entre les deux pays, soulignant que «l'Égypte attache une grande importance au renforcement de la coopération économique avec l'Algérie, le secteur de l'industrie constituant un axe stratégique de cette vision».

«Les opportunités d'investissement sont disponibles, et la partie égyptienne veille au transfert de la technologie et à l'échange des expertises au mieux des intérêts des deux peuples frères», a-t-il soutenu. Les échanges ont également porté sur les projets d'investissement d'intérêt commun et les moyens de lever les obstacles pouvant entraver leur concrétisation dans les deux pays.

Les deux parties ont également souligné l'importance d'intensifier la coopération dans les domaines de la formation industrielle et du transfert de technologie. S'inscrivant dans le cadre de la dynamique positive marquant les relations algéro-égyptiennes, ces entretiens visent à renforcer la coopération économique, et la complémentarité industrielle entre les deux pays, mais aussi à promouvoir cette coopération au niveau des relations privilégiées entre les deux pays frères, conclut le communiqué.

APN

Session de formation dimanche sur «La sécurité des Smartphones»

La commission de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et des affaires religieuses de l'Assemblée populaire nationale (APN) organisera, dimanche, une session de formation sur "La sécurité des Smartphones" au profit des députés, a indiqué, samedi, un communiqué de l'APN. Organisée sous le patronage du président de l'APN, Brahim Boughali et la supervision du président de la com-

mission compétente, Afif Bleila, cette session de formation vise à sensibiliser les députés aux risques du piratage des données personnelles via les Smartphones, à leur fournir les informations et les connaissances nécessaires pour protéger leurs données et dossiers, et à leur permettre de connaître les applications utiles en cas de piratage des mobiles, en insistant sur la protection des dossiers législatifs, face à toute menace

numérique potentielle, ajoute la même source. Le programme de la session prévoit plusieurs axes, dont la connaissance de la nature et de l'importance des données, des types de Smartphones et des étapes de leur développement, outre le bon usage des applications de la sauvegarde à la suppression. Le programme prévoit également des explications sur les méthodes courantes de piratage des Smartphones

et les techniques utilisées pour tromper les victimes, et sur les méthodes de navigation sécurisée sur Internet et de partage d'informations, précise le document. L'APN tend à travers cette initiative à développer la culture numérique chez les députés pour relever les défis croissants imposés par les nouvelles technologies, et accomplir au mieux leur mission législative, conclut le communiqué.

LA CNMA ORGANISERA CE DIMANCHE UNE RENCONTRE À ADRAR

Le rôle de l'assurance dans le développement de la filière céréalière en débat

La Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) organisera aujourd'hui dimanche à Adrar, une rencontre sur la filière des céréales, afin de sensibiliser les céréaliculteurs sur le rôle de l'assurance dans la pérennisation et le développement de la production. Organisée sous le thème «Sécurisation et développement durable de la filière céréalière : enjeux, défis et leviers d'action» cette rencontre verra la partici-

pation du Conseil national interprofessionnel de la filière céréale (CNIF), des organismes et des entreprises, des représentants du secteur bancaire, de l'Agence spatiale algérienne (Asal), des instituts de formation et des directeurs des services agricoles et des céréaliculteurs des wilayas d'Adrar, Ain Salah, El Bayadh, Naâma, Béchar, El Menia et Timimoun, selon un communiqué de la CNMA. Lors de cette rencontre, des confé-

rences seront animées par des experts, des professionnels et des professeurs d'université qui présenteront des communications en relation avec la thématique de la journée. Une intervention des experts de l'Asal, qui s'appuie sur la contribution de l'imagerie satellitaire, en vue de contribuer au développement économique du pays sera également au menu cette rencontre. En marge de l'événement, une convention-cadre de partenariat sera

signée entre la CNMA d'Adrar et l'Ecole nationale supérieure de l'agriculture saharienne d'Adrar, visant à asseoir et promouvoir un partenariat dans le domaine de la gestion, l'assistance et la prévention des risques agricoles et le développement des activités conjointes dans les domaines de la formation, la recherche scientifique, de l'expertise et du développement agricole, selon la même source.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE

La Banque mondiale salue les efforts de l'Algérie

L'Algérie enregistre des avancées significatives dans sa stratégie de diversification économique, notamment avec un triplement de ses exportations hors hydrocarbures, qui ont atteint 5,1 milliards de dollars en 2023. Soutenue par la Banque mondiale, elle met en œuvre des réformes structurantes telles que le Système communautaire portuaire algérien (APCS) et une nouvelle loi sur l'investissement, dans le but d'accroître son attractivité économique et son efficacité commerciale. Toutefois, des défis structurels subsistent, parmi lesquels une faible productivité et les impératifs liés à la transition énergétique, soulignant la nécessité de poursuivre les réformes pour assurer une croissance durable.

Par Mourad A.

Longtemps dépendante des revenus issus des hydrocarbures, l'Algérie s'engage aujourd'hui sur la voie d'une économie plus diversifiée. Alors que plus de 90 % de ses recettes d'exportation provenaient autrefois du pétrole et du gaz, le pays s'efforce désormais de bâtir une économie plus résiliente et compétitive. Cette transformation se manifeste par une hausse remarquable des exportations hors hydrocarbures, qui ont atteint 5,1 milliards de dollars en 2023, soit un niveau triplé par rapport à 2017. Ces exportations représentent désormais 2 % du PIB national. Engrais, acier, ciment et produits agricoles s'imposent progressivement comme de nouveaux leviers de croissance. Sur le port d'Alger, cette évolution est palpable. « Il y a dix ans, 90 % des navires transportaient du pétrole et du gaz », témoigne un agent portuaire. « Aujourd'hui, on charge aussi des dattes, du ciment, de l'acier. C'est notre avenir qui se dessine », illustre la Banque mondiale dans un article publié sur son site. Au cœur de cette dynamique figure l'APCS, une plateforme numérique lancée en 2021 avec l'appui de la Banque mondiale. Ce système relie en temps réel les douanes, les compagnies maritimes et les exportateurs, ce qui a permis de réduire significativement les délais de traitement portuaire. Cette initiative s'inscrit dans une stratégie plus large qui comprend l'élaboration d'un cadre juridique moderne, la promotion du dialogue public-privé, ainsi que l'organisation de visites d'étude dans des ports de référence tels que celui de Barcelone. Pour Meriem Ait Ali Slimane, économiste principale à la

Banque mondiale, « l'APCS marque un tournant. Il démontre comment des réformes ciblées peuvent avoir un impact économique transformateur ». En parallèle, l'Algérie a adopté en 2022 une nouvelle loi sur l'investissement, visant à simplifier les procédures, réduire les obstacles administratifs et renforcer la transparence. Grâce à l'AAPI (Agence Algérienne de Promotion de l'Investissement), les investisseurs disposent aujourd'hui d'une plateforme en ligne facilitant l'accès aux incitations fiscales, au foncier et aux informations sectorielles. La Banque mondiale a accompagné cette réforme par des sessions de formation et des recommandations destinées à attirer davantage d'investissements directs étrangers (IDE) et à développer des filières tournées vers l'export.

Des réformes ciblées pour renforcer la compétitivité

L'agriculture constitue également un axe central de cette diversification. Avec l'appui de la Banque mondiale, des études de marché et des évaluations de chaînes de valeur ont été menées pour renforcer les exportations de produits alimentaires frais. Un exemple concret est la campagne de collecte de peaux de mouton menée en 2018, qui a permis de valoriser plus de 800 000 peaux, amorçant ainsi le développement d'une filière cuir plus structurée. D'autres secteurs comme le liège ou la mécanique de précision bénéficient également de programmes de renforcement des capacités et de formations spécialisées, jetant les bases d'une industrie plus compétitive. La conquête de nouveaux marchés suppose aussi une

conformité accrue aux standards internationaux. L'Organisme Algérien d'Accréditation (ALGERAC) a vu ses capacités renforcées : entre 2021 et 2024, le nombre de laboratoires accrédités est passé de 77 à 135. La Banque mondiale a soutenu l'élaboration de son plan stratégique quinquennal ainsi que la montée en compétences de son personnel. Cette évolution vise à rendre les produits algériens plus compétitifs à l'export et à renforcer leur crédibilité à l'international. Malgré ces avancées, certains obstacles persistent. La productivité globale reste faible, freinant la compétitivité de plusieurs secteurs. De plus, les exigences croissantes en matière de décarbonisation, notamment avec l'entrée en vigueur du Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (CBAM) de l'Union européenne, posent un nouveau défi pour des produits tels que les engrais et le ciment. Pour y faire face, la Banque mondiale recommande à l'Algérie d'adopter une tarification carbone, de diversifier ses débouchés à l'export et d'investir dans des secteurs durables, comme les énergies renouvelables et les technologies de l'information. « L'Algérie dispose d'un potentiel considérable pour diversifier ses exportations et s'intégrer dans les chaînes de valeur mondiales », affirme Kamel Braham, représentant résident de la Banque mondiale en Algérie. « Le défi actuel est de capitaliser sur cet élan, notamment en s'attaquant aux barrières structurelles et en renforçant la compétitivité ». En poursuivant ses réformes, en modernisant ses infrastructures et en misant sur l'innovation, l'Algérie dessine les contours d'une économie plus ouverte, plus verte et plus résiliente.

INVESTISSEMENTS EN ALGÉRIE

La diaspora sollicitée

Par Réda Hadi

Avec plus de 1400 projets d'investissements de la diaspora enregistrés à février 2025, notre diaspora comme ne cessent de le dire les pouvoirs publics est notre première barrière et une force de frappe de notre économie. Depuis cinq ans, le président de la République n'a jamais cessé d'instruire le Gouvernement pour apporter aide et assistance à notre diaspora sur tous les plans. C'est dans la continuité de cette politique, que placée sous le signe de la coopération économique, et par visioconférence que s'est tenue une rencontre l'initiative du Consulat Général d'Algérie à Lyon, en direction de notre diaspora. Cette réunion a réuni plusieurs figures ministérielles algériennes et des membres actifs de la communauté nationale établie en France, dans le but de discuter de l'état actuel et des perspectives d'avenir en matière d'investissement en Algérie. À cette occasion, le secrétaire d'État auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la Communauté nationale à l'étranger, M. Sofiane Chaib, a participé à l'événement en compagnie de M. Nouredine Ouadah, ministre

de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises. Tous deux ont mis en lumière l'importance croissante de l'implication de la diaspora dans le développement économique national. La rencontre, intitulée « success stories, retour d'expériences », a réuni une pluralité d'acteurs économiques, notamment des entrepreneurs, des porteurs de projets et des opérateurs économiques algériens vivant en France, en particulier dans la circonscription de Lyon. Un représentant de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) était également présent pour exposer les mécanismes mis à disposition des investisseurs. Cette réunion a permis d'aborder concrètement les outils disponibles, les incitations en vigueur ainsi que les parcours de membres de la diaspora ayant investi avec succès en Algérie. Dans son intervention, M. Sofiane Chaib a souligné l'engagement des plus hautes autorités du pays en faveur de l'investissement porté par les Algériens de l'étranger. Selon ses propos, « la forte volonté politique qui anime les hautes autorités du pays » vise à « créer des conditions idoines pour encourager et inciter les membres de la communauté algérienne à l'étranger, parmi les opérateurs économiques,

les entrepreneurs et les porteurs de projets, à saisir les opportunités d'investissement disponibles dans les différents secteurs prometteurs ». Il a également mis en avant les structures existantes conçues pour accompagner les investisseurs. Le Fonds algérien des start-up (ASF), l'accélérateur public Algeria Venture (AV) ainsi que l'Agence nationale de l'auto-entrepreneur (ANAE) ont été cités comme piliers majeurs de cet écosystème d'accompagnement. De son côté, M. Nouredine Ouadah a mis l'accent sur le rôle stratégique que joue la diaspora dans la construction d'un tissu entrepreneurial solide et diversifié. Il a insisté sur « l'importance qu'attache son secteur au renforcement du rôle de cette communauté dans le développement du secteur de l'entrepreneuriat en Algérie ». En s'adressant aux participants, il a appelé les porteurs de projets à « exploiter les opportunités d'investissement offertes en Algérie, en recourant aux différents dispositifs de soutien mis en place par son secteur ». Ces propos ont été appuyés par une déclaration claire : les membres de la communauté nationale « peuvent bénéficier de toutes les incitations financières et fiscales garanties par l'État dans ce domaine ».

L'AAPI A EFFECTUÉ UNE MISSION EXPLORATOIRE EN GRÈCE
Les opportunités d'investissement en Algérie présentées

Par Sirine R.

Les opportunités d'investissement en Algérie ont été présentées en Grèce par l'Agence Algérienne de Promotion de l'Investissement (AAPI), représentée par M. Mohamed Abdela-ziz Amiad, Directeur du Guichet unique pour les grands projets et les investissements étrangers, ainsi que Mme Khachai Imane, Cheffe des études à l'Agence. Cette mission de travail, qui s'est déroulée du 13 au 16 avril 2025, s'inscrivait dans le cadre d'une démarche exploratoire. Elle a été menée en collaboration avec l'Ambassadrice d'Algérie en République Hellénique et en présence d'un représentant de la Délégation de l'Union Européenne en Algérie. À cette occasion, la délégation de l'AAPI a présenté en détail les avantages compétitifs de l'Algérie en matière d'investissement, lors d'une rencontre avec le Président de la Chambre de commerce de la ville du Pirée. Les aspects législatifs généraux régissant l'investissement en Algérie ont également été abordés, en mettant en avant la position stratégique du pays ainsi que la qualité de ses infrastructures. La délégation a également eu des échanges fructueux avec des représentants de la Confédération des industriels grecs (SEV), au cours desquels ont été discutées la vision politique et économique partagée, ainsi que la volonté commune de renforcer le partenariat algéro-grec. Dans le cadre de rencontres sectorielles, plusieurs réunions ont été organisées à la Résidence de l'Ambassadrice avec des représentants de grandes entreprises grecques, actives dans des secteurs stratégiques. Une autre session de travail s'est tenue avec le Président de la Chambre de commerce et d'industrie d'Athènes, la plus importante organisation représentant les acteurs économiques en Grèce. Cette rencontre a permis de mettre en lumière les atouts économiques de l'Algérie, les opportunités d'investissement disponibles – notamment dans les secteurs prioritaires – ainsi que les avantages comparatifs du pays dans son environnement régional, qu'il s'agisse de l'énergie, des ressources humaines, du coût de production, de la proximité géographique avec l'Europe ou encore de la gestion et de la disponibilité du foncier industriel. Enfin, le dernier jour de la visite, la délégation a effectué une série de visites auprès d'entreprises grecques de premier plan, spécialisées dans la construction et la réparation navales, la désalinisation de l'eau, ainsi que les énergies renouvelables (solaire et éolien). Ces rencontres ont permis d'obtenir des informations détaillées sur le cadre juridique régissant l'investissement dans ces domaines.

ABEF
Journées
d’information pour
l’inclusion financière
des enfants en
situation d’handicap

L'Association professionnelle des Banques et Etablissements Financiers (ABEF) organise du 20 au 23 avril, en collaboration avec le ministère de la Solidarité nationale de la Famille et de la Condition de la Femme, des journées d'information au profit d'enfants en situation d'handicap, dans le cadre de la célébration de la Journée Arabe de l'Inclusion Financière, a annoncé vendredi, une communiqué de l'ABEF. Ces journées seront organisées, avec la participation des banques de la place, au niveau des établissements d'enseignement spécialisés répartis sur neuf wilayas: Alger, Oran, Constantine, Bejaïa, Adrar, Illizi, Tindouf, Ouargla et Ghardaïa, ainsi que dans les wilayas avoisinantes. "Plus de 500 écoliers y prendront part", indique la même source. A travers cette opération, l'ABEF vise à renforcer la coopération avec le ministère afin de promouvoir l'inclusion des personnes ayant un handicap dans le secteur financier et de leur permettre de bénéficier des services bancaires selon des normes garantissant l'accessibilité et l'égalité des chances. Les thématiques abordées porteront sur les moyens de paiement, notamment le paiement électronique, l'épargne et l'entrepreneuriat, dans le but de renforcer la culture financière auprès de cette catégorie de la société en Algérie. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme national d'éducation financière élaboré par l'ABEF, ajoute le communiqué.

CNEP-BANQUE
Ouverture
aujourd’hui de deux
nouvelles agences à
Aïn Témouchent

La Caisse nationale d'épargne et de prévoyance (Cnep-Banque) ouvrira dimanche prochain deux nouvelles agences à Aïn Témouchent , dans le cadre de son plan d'expansion visant à améliorer l'accessibilité à ses services, a-t-elle indiqué dans un communiqué. Les deux nouvelles agences, situé à El Maleh et à la cité 972 logements, "viennent enrichir l'offre de la Cnep-Banque en proposant des prestations bancaires complètes destinées aux particuliers, aux professionnels ainsi qu'aux entreprises", précise la même source. Elles intègrent également des produits de la finance islamique, conçus pour répondre aux besoins spécifiques d'une clientèle soucieuse du respect des principes de la charia, explique la banque. Avec l'ouverture de ces nouvelles agences, le réseau de la Cnep-Banque compte désormais 228 agences à travers le territoire national, souligne la banque, ajoutant que cela "témoigne de sa volonté constante de contribuer au dynamisme économique local".

CRITIQUANT LES HAUSSES TARIFAIRES AMÉRICAINES

L’ONUDI appelle à une coopération mondiale

L'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) a exprimé vendredi son inquiétude quant aux effets négatifs des récentes augmentations de droits de douane des Etats-Unis sur le développement économique et la croissance industrielle au niveau mondial. L'ONUDI a estimé sur son site que ces hausses tarifaires "adoptent la mauvaise approche", soulignant que leur calcul et leur mise en œuvre ne sont pas étayés par des preuves permettant d'atteindre les résultats escomptés. Selon elle, ces droits de douane augmentent le coût de la production industrielle, ce qui nuit à l'efficacité économique, diminue les avantages du commerce et affaiblit la compétitivité.

L'ONUDI a prévenu que de telles politiques finiraient par mettre en péril des emplois dans le monde entier, en affectant le plus durement les pays les plus vulnérables. En outre, elle a mis en garde contre les effets négatifs de l'escalade tarifaire qui affecteront non seulement les pays déjà vulnérables, mais aussi les pays mêmes qui appliquent des droits de douane, exacerbant ainsi les tensions géopolitiques et l'incertitude. "Plutôt que d'ériger des barrières au commerce industriel, l'objectif devrait être une économie mondiale plus équitable et durable", a plaidé Gerd Müller, directeur général de l'ONUDI. Il a exhorté les Etats-Unis

et d'autres pays industrialisés à collaborer avec les pays en développement pour créer des situations mutuellement bénéfiques et bâtir une économie mondiale plus juste et plus durable qui garantisse une prospérité à long terme pour tous. Dans ses prévisions économiques pour 2025 publiées jeudi, l'Organisation mondiale du commerce prévoit une baisse de 0,2% du commerce mondial, soit 2,9 points de pourcentage de moins que le scénario de référence, citant l'impact des droits de douane américains et l'incertitude entourant les futures relations commerciales avec les Etats-Unis.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Renforcer le partenariat entre les établissements universitaires

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a présidé une réunion de coordination avec les cadres du ministère, consacrée à l'examen du renforcement du partenariat entre les établissements universitaires, indique vendredi un communiqué du ministère. "Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a présidé, jeudi au siège du ministère, une réunion de coordination avec les cadres du ministère, consacrée à l'examen du "renfor-

cement du partenariat entre les établissements universitaires", afin de permettre "le partage des équipements scientifiques et techniques entre eux, et la planification conjointe de formations et de stages pratiques", ainsi que "la valorisation des connaissances et des compétences scientifiques et l'encouragement de l'échange et de la coopération entre les différents acteurs dans le domaine de l'innovation, des plateformes et des technologies et les filiales économiques", selon le communiqué.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة و التنمية الريفية و الصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 17 افريل 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 17 Avril 2025

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ¹		
DA / Kg			دج / كلف		
Produits		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات
Légumes frais	Pomme de terre	104	118	90	البطاطا
	Tomate	98	113	83	الطماطم
	Oignon sec	66	73	59	البصل الجاف
	Ail sec	646	719	574	الثوم الجاف
	Carotte	75	84	66	الجزر
	Navet	100	112	89	لفت
	Petit pois	162	182	141	الجبانة
	Fève verte	90	102	79	الفلول الاخضر
	Courgette	92	104	79	الكوسة
	Haricot vert	254	279	230	الفاصولياء الخضراء
Laitue	94	106	83	الخس	
Fruits frais	Orange	102	131	72	البرتقال
	Citron	112	137	86	الليمون
	Pomme locale	568	696	439	التفاح المحلي
	Datte	536	673	399	التمر
	Banane	544	572	516	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1776	1912	1639	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	373	385	360	الدجاج
	Ceufs (Unité)	15	16	14	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	97	102	92	حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annual %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	420,00	421,00	0,24	0,22	-0,63	6,12	7,13	997	419 737,00
BANQUE DE DEVELOPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-	16628	23 279 200,00
BIOPHARM	BIO	2 400,00	NC	0,00	0,00	2,96	7,20	7,50	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	2299,00	-0,04	3,43	1,28	12,09	5,44	6306	14 496 196,00
EGH EI Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,67	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-6,61	2,03	-	0	0,00

PIPELINE D'HYDROGÈNE VERT ENTRE L'ALGÉRIE ET L'ITALIE

Le projet opérationnel d'ici deux ans

Le projet SouthH2 Corridor, l'un des corridors énergétiques les plus ambitieux jamais envisagés entre l'Afrique du Nord et l'Europe, progresse à un rythme soutenu. C'est ce qu'a confirmé Alessandra Basini, présidente de la société italienne ZHERO, en charge du développement de cette initiative stratégique lors d'un récent entretien accordé à une chaîne de télévision étrangère. Elle a précisé que sa société travaille sur ce projet depuis maintenant trois ans, et qu'il faudra encore au moins deux années consacrées à l'ingénierie et à l'obtention des autorisations nécessaires.

Par M. A.

À terme, ce corridor énergétique transportera de l'hydrogène vert, produit à partir d'énergies renouvelables en Algérie et en Tunisie, jusqu'au nord de l'Italie via un réseau de pipelines long de 3 300 à 4 000 kilomètres. En parallèle, l'infrastructure intégrera quatre gigawatts de câbles électriques, deux reliant la Tunisie et deux l'Algérie afin de renforcer les capacités de livraison transfrontalière d'électricité propre. Le projet a été formalisé par une déclaration d'intention signée à Rome, à l'occasion de réunions ministérielles réunissant l'Algérie, la Tunisie, l'Italie, l'Allemagne et l'Autriche. Il poursuit un double objectif : répondre à la demande croissante de l'Europe en énergie propre, tout en accompagnant la transition énergétique des pays producteurs. Le choix

du nord de l'Italie comme point de livraison repose sur des critères techniques et commerciaux solides. « C'est là que le réseau est résilient, que la demande existe, et que l'infrastructure permet de livrer cette électricité au bénéfice de clients suisses, allemands, autrichiens et autres européens », a expliqué Alessandra Basini. Le SouthH2 Corridor intègre des technologies de pointe capables de relever les défis logistiques imposés par le profond sous-marin. Le câble, par endroits, devra plonger jusqu'à 2 000 mètres de profondeur. Mais ZHERO se montre confiante : « Aujourd'hui, il existe une technologie disponible qui permet de supporter ce type de profondeur sans pertes d'énergie », a assuré la présidente. Ce niveau de performance est présenté comme un atout majeur en matière de compétitivité

économique pour le projet. Parallèlement à la construction de l'infrastructure, ZHERO coordonne le développement d'un écosystème énergétique en Afrique du Nord, en partenariat avec des acteurs locaux. Ce dispositif repose sur un mix énergétique associant solaire, éolien et stockage par batteries, garantissant un profil de production stable, capable de fournir une électricité de base fiable, conforme aux attentes des industries européennes en matière de sécurité énergétique. Au-delà des aspects technologiques, la dimension partenariale du projet est particulièrement mise en avant. Selon Basini, le SouthH2 Corridor est « développé dans le but de créer de la valeur pour les pays hôtes en Afrique ». Une partie de la production d'électricité sera ainsi réservée aux industries algériennes et tunisiennes, afin de les accompagner

face aux nouvelles réglementations environnementales européennes, notamment le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (CBAM). Le projet ambitionne également de favoriser la création d'emplois, de renforcer l'implication des fournisseurs locaux, et d'offrir une électricité à des prix compétitifs aux industries locales. Un modèle gagnant-gagnant qui, selon Basini, explique le fort soutien politique observé dans les pays partenaires, en particulier en Algérie, en Tunisie et, bien sûr, en Italie. Ce pipeline d'hydrogène vert, dont la mise en service est prévue d'ici 2027, marque une nouvelle ère d'échanges énergétiques durables entre les deux rives de la Méditerranée. Il représente une avancée majeure pour la transition énergétique euro-africaine, ainsi qu'un symbole fort d'une coopération verte en pleine construction.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Signature de 21 accords de jumelage

Synthèse R E.

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari a présidé, hier à Alger, la cérémonie de signature de 21 accords de jumelage entre les établissements de l'enseignement supérieur et les centres de recherche pour une meilleure coordination dans le domaine de la connaissance. Dans une allocution à cette occasion organisée à l'Université des Sciences et de la Technologie Houari-Boumediene (USTHB), Baddari a souligné que cette démarche marque « une nouvelle étape » dans la modernisation de l'Université algérienne et des établissements de la recherche scientifique.

Il a ajouté que cette opération visait à développer la recherche scientifique et la formation cognitive pour plus d'ouverture sur la société et d'ancrage dans l'environnement socio-économique. Ces mesures sont de nature à donner « une plus grande visibilité » à la recherche scientifique pour mieux l'adapter aux exigences de la société. Dans ce contexte, le ministre a affirmé que ces accords de jumelage tendent à consacrer « une gouvernance plus large » des établissements universitaires et de recherche au niveau national et international pour un meilleur rendement. Il a souligné, dans ce sens, que l'investissement donnera ses fruits dans « un avenir proche », à travers « la réa-

lisation d'une université qui booste l'économie nationale et une recherche scientifique efficace ». De son côté, le directeur de l'USTHB, Djamel Eddine Akretche a affirmé que ces accords permettront aux établissements d'enseignement supérieur et de la recherche scientifique « d'échanger les expertises et d'aider à intégrer les classements internationaux, en sus de garantir une plus grande ouverture entre ces établissements pour réaliser une dynamique et des projets communs ». L'USTHB a signé neuf (9) accords avec le Centre de développement des énergies renouvelables (CDER), le Centre de recherche en technologies industrielles (CRTI) "Chahid Mohammed Abbassi", le Centre de Re-

cherche sur l'information scientifique et technique (Cerist), le Centre de recherche des technologies des semi-conducteurs pour l'énergie (CRTSE), le Centre de recherche scientifique et technique en analyses physico-chimiques (CRAPC), l'Ecole nationale polytechnique (ENP), l'Ecole nationale supérieure vétérinaire (ENSV), l'Ecole nationale supérieure agronomique "Kasdi Merbah", et l'Ecole nationale supérieure d'Informatique (Alger). Pour sa part, l'Université Djilali Liabès de Sidi Bel-Abbès a signé cinq (5) accords avec le Centre de développement des technologies avancées (CDTA), l'Ecole nationale polytechnique Maurice Audin d'Oran, l'Ecole supérieure en génie électrique

et énergétique d'Oran (ESGEE), l'Ecole nationale supérieure en Informatique (Sidi Bel Abbès), et l'Ecole supérieure en sciences biologiques d'Oran. L'Université "Ferhat Abbas" Sétif 1 a, quant à elle, signé sept (7) accords avec le Centre de recherche en technologies agroalimentaires, le Centre de recherche en aménagement du territoire (CRAT), le Centre de recherche en biotechnologie, le Centre de recherche en mécanique (CRM), l'Ecole nationale polytechnique de Constantine, l'Ecole nationale supérieure de biotechnologie (ENSB), et l'Ecole nationale supérieure en énergies renouvelables, environnement et développement durable.

ASSURANCES EN ALGÉRIE

Les réformes et développements économiques «propices» à la transformation du secteur

Par R E.

Les réformes engagées en Algérie notamment sur le plan financier, ainsi que les développements économiques enregistrés "sont de bon augure" pour le marché national de l'assurance et "propices à sa transformation", dans un paysage réglementaire en pleine évolution, souligne l'agence de notation internationale spécialisée en assurance AM Best. "Les développements démographiques, économiques et réglementaires en Algérie sont de bon augure pour le marché de l'assurance du pays, dont le potentiel de croissance, d'expansion, d'investissements étrangers et de rentabilité semble prometteur", indique-t-elle dans un rapport intitulé "le marché algérien de l'assurance, porteur de croissance et d'expansion". Relevant que les réformes financières engagées "pourraient favoriser davantage l'expansion à plus long terme du secteur", l'agence de notation a particulièrement souligné

l'évolution que connaît le paysage réglementaire des assurances dans le sillage de la nouvelle loi sur les assurances, actuellement en cours de finalisation. Selon le rapport, "ce nouveau projet de loi se concentre principalement sur la stimulation de la croissance du marché grâce à l'introduction de nouvelles branches d'activité et au développement des secteurs sous-représentés (tels que l'assurance santé et dommages aux biens)". D'une manière plus globale, les développements économiques, financières et même démographiques, indique AM Best permettent de "distinguer le secteur de l'assurance en Algérie de ceux des autres pays de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA), et présentent à la fois des avantages et des défis". Cette agence spécialisée a, dans ce cadre, affirmé que la jeunesse de la population algérienne et l'élargissement de la classe moyenne sont deux facteurs de nature à stimuler "la demande en produits d'assurance-vie, faisant de l'Algérie

l'un des rares pays de la région MENA à porter un intérêt significatif à ce type de contrats". Le rapport indique, à titre d'exemple, que l'expansion de la branche assurance-vie (moins de 10% du marché total) "pourrait être dynamisée par une consolidation du canal de distribution de la bancassurance", estimant d'autre part que la branche Takaful présente "un fort potentiel de croissance à long terme". Lancée effectivement sur le marché national en 2022, cette branche a vu depuis cette année ses cotisations se multiplier par trois, selon la même source. Relevant, que la place qu'occupe l'Algérie sur le plan régional, étant parmi les cinq plus grandes économies d'Afrique et constitue la deuxième plus importante économie d'Afrique du Nord, le rapport note que le pays "a connu une relance économique plus résiliente que ses homologues d'Afrique du Nord". L'agence de notation a, en ce sens, fait observer que la taille de l'économie algérienne et la hausse du revenu

disponible de sa population constituent des éléments favorables à la croissance du marché de l'assurance, assurant que "la croissance du chiffre d'affaires enregistrée par les assureurs pourrait s'améliorer". "Le marché algérien de l'assurance poursuit son redressement après la contraction des volumes de primes observée pendant la pandémie de Covid-19", ajoute le rapport qui souligne que parmi les défis du secteur en Algérie est celui de relever le taux de pénétration de l'assurance, soit la contribution de celle-ci dans le PIB du pays. Entre janvier et septembre 2024, le secteur des assurances a enregistré un chiffre d'affaires en hausse à 131,7 milliards de Da, selon l'Union algérienne des sociétés d'assurances et de réassurances (UAR). Spécialisée dans le secteur des assurances, AM Best, basée aux Etats-Unis, émet des notations sur la solidité des compagnies d'assurances et de réassurances dans plus d'une centaine de pays à travers le monde, dont l'Algérie.

LIAISON ENTRE BATNA ET L'AUTOROUTE EST-OUEST

Inauguration Imminente du premier tronçon

Le premier tronçon reliant la wilaya de Batna à l'autoroute Est-ouest, long de 22 kilomètres, est sur le point d'être mis en service après l'achèvement des travaux principaux, a-t-on indiqué, lors d'une visite d'inspection. Le wali Mohamed Benmalek, accompagné de l'inspecteur général du ministère des Travaux publics, s'est rendu sur le site pour évaluer l'avancement de ce projet stratégique. Cette section, entièrement située dans la wilaya de Batna, marque une avancée majeure pour désenclaver la région et fluidifier la circulation. Saluant la qualité et la rapidité d'exécution des travaux, l'inspecteur général a exprimé sa satisfaction quant à l'avancement du projet, tout en soulignant que des efforts supplémentaires étaient nécessaires pour le second tronçon. En effet, les travaux se poursuivent activement sur le deuxième tronçon de 35 kilomètres, qui traverse les wilayas d'Oum El Bouaghi et de Mila. Des instructions fermes ont été données aux entreprises en charge des travaux pour accélérer leur rythme, la livraison de cette section étant prévue dans un délai ultérieur. Cette infrastructure, qui fait partie d'une stratégie nationale de développement des réseaux routiers, vise à améliorer considérablement la connectivité entre l'intérieur du pays et les grands axes autoroutiers nationaux.

BORDJ BOU ARRERIDJ

Délivrance de 18 nouveaux permis de construire

Au total, 18 permis de construire ont été délivrés à des investisseurs opérant dans divers secteurs industriels dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj.

Cette décision, rendue possible grâce au guichet unique de la Direction de l'Urbanisme, de l'Architecture et de la Construction (DUAC), s'inscrit dans une nouvelle dynamique visant à accélérer les procédures administratives et à renforcer l'attractivité économique de la wilaya. Dans un communiqué rendu public en fin de semaine, la wilaya a indiqué que la DUAC a tenu, une séance de travail dans le cadre du guichet unique, consacrée à l'examen des demandes de permis de construire déposées par des opérateurs économiques. À l'issue de cette réunion, 18 permis ont été approuvés et remis à des investisseurs désireux de lancer des projets dans des filières variées : électronique, électroménager, transformation des matières plastiques, textile, emballage, parfumerie et cosmétique, fabrication de souliers, d'équipements in-

dustriels et thermiques de combustion, ainsi que d'équipements de liquéfaction de gaz et d'appareils électriques et électroniques. Parmi ces projets, trois ont bénéficié d'une approbation initiale et de l'octroi de foncier industriel dans le cadre de la loi 17-23 du 17 novembre 2023, qui définit les modalités d'attribution du foncier relevant du domaine privé de l'État en faveur de l'investissement. Cette première série de permis traduit l'efficacité du guichet unique, outil majeur pour accélérer le lancement de projets en simplifiant les démarches administratives. Il permet aux représentants des différents secteurs techniques de se concerter directement, évitant ainsi les retards liés aux correspondances inter-administrations. Un cadre de la DUAC souligne que cette méthode a un impact direct sur les délais de

traitement des dossiers, notamment ceux déposés par des investisseurs économiques, dont les demandes mettaient auparavant beaucoup de temps à aboutir. Selon le même communiqué, cette initiative s'inscrit dans le cadre des efforts visant à améliorer le climat des affaires et à accompagner les porteurs de projets à l'échelle locale. Elle répond aux orientations des hautes autorités du pays, qui encouragent la relance industrielle à travers la création de 20.000 entreprises à l'horizon fixé par le président de la République. Enfin, les responsables locaux rappellent que cette dynamique s'insère dans une vision stratégique plus large, axée sur le développement durable, la croissance économique inclusive et l'adaptation des projets aux besoins réels du pays.

POUR LE STOCKAGE DE POMME DE TERRE ET D'OIGNONS

Ouverture de deux chambres froides à Tlemcen

La Direction des services agricoles (DSA) de la wilaya de Tlemcen a ouvert, dernièrement, deux chambres froides pour le stockage de la pomme de terre et des oignons, a-t-on appris de la DSA. Kamel Othmani, chef du bureau organisation de la production agricole et appui technique à la DSA, a indiqué, à l'APS, que dans

le cadre du suivi du programme de régulation des produits agricoles, deux chambres froides, louées auprès d'une coopérative privée située dans la zone d'activités de la commune de Remchi, ont été ouvertes pour stocker la pomme de terre de saison et les oignons produits localement par les agriculteurs. Il a précisé que 150 tonnes de pomme de

terre de saison et 180 tonnes d'oignons ont été stockées dans ces deux chambres froides, soulignant que ces installations ont été inspectées par une commission technique chargée du suivi du programme de régulation des produits, composée de représentants de l'Office national interprofessionnel des légumes et de la viande, des directions des ser-

vices agricoles et du commerce, de la Chambre d'agriculture, de la Société algérienne de contrôle des produits agricoles, ainsi que du chef de la circonscription agricole de Remchi. Selon M. Othmani, cet apport contribue à faire face à la spéculation et à stabiliser les prix de la pomme de terre et des oignons.

GHARDAÏA

Des journées de formation sur les risques et vulnérabilités aux changements climatiques

Des agents de différents services de la wilaya de Gharadaïa ont pris part à des journées de formation sur l'analyse des risques et vulnérabilités liées aux effets du changement climatique, a-t-on appris jeudi auprès de la direction locale du secteur de l'Environnement. Initié par le ministère de l'Environnement et la Qualité de vie (MEQV) avec le soutien du Programme des Nations-unies pour le développement (PNUD) et le Fonds vert pour le cli-

mat (Green Climate Fund), dans le cadre du projet du plan national d'adaptation climatique, ce cycle de formation vise à former les agents locaux et renforcer leurs capacités pour une meilleure compréhension, évaluation et gestion des risques et vulnérabilités liés aux changements climatiques. Selon Mme Salima Cherchali, directrice nationale du projet du plan national d'adaptation aux changements climatiques au MEQV, ce cycle de formation, qui

s'adresse aux responsables locaux, aux experts techniques, aux acteurs socio-économiques de la région et aux membres de la société civile, a pour objectif de les sensibiliser et leur fournir des compétences essentielles pour anticiper et atténuer les effets des changements climatiques dans la wilaya de Gharadaïa. Cette formation vise également à renforcer les capacités de compréhension des concepts liés aux changements climatiques et dans les méthodes

d'analyse des risques et vulnérabilités, tout en favorisant une résilience territoriale durable qui permet d'élaborer un plan de développement local durable tenant compte des enjeux et aléas climatiques, a-t-elle ajouté. Pour sa part, le chargé de la communication du projet, Hamza Rekheila, a indiqué que cette formation permet de sensibiliser les différentes parties prenantes à une stratégie de communication sur le projet et de recenser les espaces et sites

susceptibles d'être impactés par les effets du changement climatique. Et d'ajouter que cette formation vise à préparer les différents acteurs locaux sur le plan technique et la coordination entre eux pour une meilleure résilience climatique en se dotant d'outils opérationnels. Cette formation est appuyée par des exercices pratiques afin d'assurer une acquisition de connaissances et des compétences opérationnelles, a-t-on fait savoir.

MOIS DU PATRIMOINE

Un programme riche et varié dans les wilayas du Sud

Diverses activités culturelles et scientifiques sont programmées par les directions de la culture et des arts des wilayas du Sud du pays à l'occasion du mois du patrimoine (18 avril-18 mai), placé cette année sous le thème "Le patrimoine culturel à l'ère de l'intelligence artificielle (IA)", a-t-on appris des organisateurs. A Ouargla, la bibliothèque principale de la lecture publique Mohamed Tidjani a organisé une journée d'étude sur "la présence du patrimoine culturel dans les applications de l'IA", animée par des universitaires, spécialistes du patrimoine culturel et d'architectes.

Les intervenants à cette rencontre ont mis en avant le rôle des nouvelles technologies dans la préservation des biens culturels, ainsi que l'apport de l'IA dans la restauration du patrimoine bâti. Ils ont également abordé les techniques de documentation numérique pour protéger et valoriser le patrimoine culturel. En parallèle, une exposition a été organisée dans le hall de la bibliothèque, présentant artisanat local, manuscrits, instruments de musique traditionnels et œuvres philatéliques, avec la participation d'artisans et d'associations culturelles. La célébration inclue plusieurs activités, dont des rencontres sur l'IA et

son rôle dans la promotion du tourisme et du patrimoine culturel, et des sessions de formation à l'intention des services de sécurité sur la numérisation du patrimoine culturel et la protection des biens culturels, a précisé la directrice du secteur, Fatma Bekkara. De plus, des ateliers sur l'IA dédiés aux enfants et une visite de la ville archéologique de Sedrata, sont également au menu, a-t-elle ajouté. La cérémonie d'ouverture du mois du patrimoine à l'Oasis-Rouge Timimoun a été marquée par l'ouverture des Journées nationales de la poésie, regroupant des poètes venus de différentes wilayas. Le directeur local de la culture et des arts, Mohamed El-Fa-

timi a souligné que les activités prévues, à cette occasion, visent à mettre en valeur le patrimoine culturel de la région tout en renforçant l'attachement à la mémoire nationale. En coordination avec le Centre universitaire Cheikh AmoudBenmokhtar, la direction de la culture et des arts d'Illizi propose des expositions sur l'artisanat traditionnel, le parc culturel du Tassili N'Ajjer et les circuits culturels et touristiques en utilisant l'IA, ainsi que des journées d'étude sur la protection du patrimoine matériel et immatériel, des ateliers de dessin pour élèves et des soirées artistiques, selon le directeur du secteur, Samir Bensalem.

Le réchauffement climatique pourrait influencer notre apparence physique

Alors que le climat est à l'origine des différentes morphologies humaines, comment et à quelle échéance nos corps seront-ils transformés par la hausse globale des températures?

Par Juliette Baëza – Édité par Émile Vaizand

Des silhouettes plus longilignes, une boîte crânienne plus petite ou encore une peau plus foncée... Et si la modification du climat avait un impact sur l'apparence humaine? Alors que la planète se réchauffe rapidement, nos corps pourraient bien être métamorphosés par la hausse des températures. «Le changement climatique influence la morphologie humaine, mais tout dépend de quelles populations on parle et de quel réchauffement, soulève Alain Froment, anthropologue biologiste au Muséum national d'histoire naturelle. Selon que ce soit 1°C, 4°C ou 10°C supplémentaires, ce n'est pas la même chose.» L'évolution humaine est en effet régie par le principe de la sélection naturelle, selon lequel l'environnement influence l'apparence des êtres vivants pour qu'ils s'adaptent à leur milieu.

Le climat est au cœur de l'évolution de l'apparence humaine

C'est ce que l'on appelle la théorie du radiateur. En fonction de la région du monde et du climat chaud ou froid, des morphologies typiques se distinguent. «Les Inuits ont intérêt à avoir un corps proche de la boule, avec une masse corporelle importante et des extrémités courtes, puisque c'est là où l'on perd la chaleur», analyse Alain Froment, qui précise que ces peuples du Nord ont des jambes et des bras courts, ainsi qu'un thorax développé, afin de limiter les échanges avec l'extérieur. «À l'inverse, dans les régions très chaudes comme en Afrique de l'Est, les morphologies sont longilignes et minces.» L'explication est simple. La masse corporelle –qui génère la chaleur– est plus faible quand le climat impose de refroidir le corps. De la même manière, les habitants des pays à températures élevées sont souvent de grande taille, avec une surface corporelle importante. «C'est ce qu'on appelle l'évapotranspiration, développe Alain Froment. Tous les êtres humains ont des glandes sudoripares qui sécrètent du liquide [la sueur] pour rafraîchir le corps, mais elles sont plus sollicitées par climat chaud. Donc plus la surface corporelle est grande, plus la transpiration est efficace!» Si la science a prouvé que c'est bien l'environnement qui a influencé l'apparence physique des êtres humains à travers le monde, en particulier leur taille, cette évolution a pris des milliers, voire des mil-

lions d'années. «À l'époque préhistorique, l'être humain vivait nu, donc il était directement exposé à son environnement. Aujourd'hui, nous avons beaucoup de solutions techniques qui font tampon au climat.» «Les variables environnementales comme la température, la quantité d'ensoleillement ou de précipitations et l'humidité ont un impact direct sur certains de nos phénotypes [les traits physiques observables, ndlr]. Ça joue sur la pigmentation de la peau, la forme des cheveux, etc.», surenchérit Lluís Quintana-Murci, généticien des populations, professeur au Collège de France et à l'Institut Pasteur. Ainsi, la couleur de la peau diffère en fonction des régions du monde. Une peau claire coïncide avec des zones où les rayons ultraviolets (UV) sont insuffisants pour la synthèse de la vitamine D par l'épiderme, alors qu'une peau foncée est utile en climat chaud pour se protéger du fort rayonnement UV. Quant aux traits du visage, comme le nez, ils s'adaptent également au climat ambiant. «Les Africains ont un nez plus large, surtout en zone équatoriale, car ils respirent un air chaud et humide donc non agressif pour les poumons, souligne Alain Froment. En revanche, dans un climat plus sec et froid comme en Europe, le nez est plus étroit et plus long, pour permettre à l'air respiré d'être directement en contact avec les muqueuses internes. Il est ainsi directement humidifié ou réchauffé, pour que les bronches ne soient pas irritées.»

Le réchauffement climatique, catalyseur de l'adaptation morphologique?

La question réside désormais dans l'impact de la hausse des températures sur l'apparence humaine. Les évolutions physiques apparues durant des milliers d'années s'accélérent-elles? Le réchauffement climatique modifie-t-il les phénotypes existants? Ce qui est certain, c'est que les scénarios envisagés poussent pour une morphologie adaptée à la chaleur. «À l'origine, nos ancêtres ont dû s'adapter à un climat plus froid, après avoir migré de l'Afrique vers l'Europe. On peut imaginer qu'un phénomène inverse se produise à l'avenir», avance Laure Ségurel, chargée de recherche en anthropologie génétique au CNRS, dans un article du Figaro publié en août 2023. Cette tendance s'observe déjà chez les animaux. De nombreuses études mettent en évidence les adaptations physiques de la faune à la hausse des températures. Des becs plus gros chez les oiseaux, des oreilles plus larges chez les renards ou bien les queues des musaraignes qui s'allongent, tout ça afin de

réguler leur température interne. Autant d'évolutions qui sont détectables chez de nombreuses espèces, sur toute la surface du globe, et qui se produisent sur un laps de temps beaucoup plus court que d'ordinaire, comparé aux évolutions morphologiques passées étalées sur des millénaires. L'exemple du lièvre d'Amérique (*Lepus americanus*) est évocateur. Alors que son pelage brun devient blanc en hiver pour se camoufler dans la neige, l'animal conserve de plus en plus ses poils foncés à l'année face au manque de flocons, a révélé une étude internationale publiée dans la revue Science en février 2018. C'est également le cas pour d'autres espèces, comme les renards polaires ou les perdrix des neiges (lagopèdes alpins). Les perches nocturnes d'Australie ont quant à elles vu la surface de leur bec augmenter entre 4 et 10% depuis 1871, une durée éclair d'un siècle et demi.

S'adapter au lieu de se métamorphoser

Un réchauffement intense de la planète pourrait ainsi engendrer une modification de la morphologie humaine, qui tendrait vers des silhouettes plus grandes et plus minces, des nez plus larges ou des crânes plus petits. Pour autant, compter sur l'évolution génétique pour refroidir les corps est un non-sens. L'être humain est désormais capable de s'adapter culturellement pour éviter la chaleur. «À l'époque préhistorique, l'être humain vivait nu, donc il était directement exposé à son environnement, argumente Alain Froment. Aujourd'hui, nous avons beaucoup de solutions techniques qui font tampon au climat: l'habillement, l'habitat, la climatisation, etc.» Pour l'auteur du livre Anatomie impertinente – Le corps humain et l'évolution (avril 2013), ces intermédiaires nous éviteraient une transformation physique profonde. «Ce qui compte, c'est la température réelle à laquelle est soumise le corps, affirme le spécialiste. Si vous êtes constamment en milieu climatisé, vous pouvez vivre sous les tropiques sans aucun problème!» Par ailleurs, alors que s'adapter morphologiquement prendrait des milliers d'années, la migration est quant à elle une solution immédiate. L'hypothèse la plus cohérente serait ainsi un départ massif des régions devenues inhabitables à cause de la chaleur. «Le changement climatique n'exige pas forcément que les gens restent sur place et s'adaptent. Ils peuvent aussi se déplacer», estime Alain Froment.

Quelle apparence à moyen et long terme?

S'il devait malgré tout y avoir des modifications physiques, elles seraient très limitées et prendraient des milliers d'années. «Les bactéries et les insectes s'adapteront probablement beaucoup plus vite au changement climatique que les humains», soutient Laure Ségurel, qui indique que les modifications génétiques chez l'espèce humaine sont plus lentes. D'autant plus que les scénarios envisagés par les scientifiques restent pour l'instant mesurés. «4°C supplémentaires ne changeraient rien à l'apparence des Européens, suppose Alain Froment. Il faudrait un bouleversement radical dans les températures. Or, on ne prévoit pas une hausse de 10°C ou plus. Je ne pense donc pas qu'il y ait une grosse évolution de l'apparence humaine, même sur le long terme.» L'anthropologue rappelle qu'il est impossible de prédire le climat de la planète et qu'aucune certitude n'existe sur un réchauffement global spectaculaire. «Les vagues de chaleur ne sont pas la preuve d'un "emballement du réchauffement" ou d'un "effondrement du climat"», martèle la climatologue britannique Friederike Otto. Alain Froment complète: «Nous sommes dans une phase interglaciaire et nous allons vers une glaciation dans quelques milliers d'années. D'ici à ce que les adaptations biologiques prennent le temps d'apparaître, beaucoup de choses auront changé.» Pour autant, le réchauffement climatique pourrait bien perturber ce cycle et empêcher la Terre d'entrer en glaciation. Et ainsi augmenter la probabilité d'une transformation de la morphologie humaine. En plus des corps grands et fins, la masse grasseuse pourrait se faire plus rare sur les silhouettes, puisque cette épaisseur empêche d'éliminer efficacement la chaleur. Les maladies de la peau deviendraient quant à elles plus sévères, le microbiome cutané étant influencé par les paramètres climatiques. Plus d'acné et plus d'eczéma seraient alors une conséquence de la hausse des températures. En revanche, pas de risque que la couleur de peau de l'être humain évolue. «Même si le climat se réchauffe, nous ne devrions pas être exposés à davantage de rayons UV, donc la couleur de peau ne devrait pas être modifiée, précise enfin Alain Froment. En revanche, si des populations migrent vers des zones plus froides, elles pourraient à terme perdre de la mélanine et avoir la peau plus claire.» Une évolution qui, elle aussi, prendrait des milliers d'années et pourrait aisément être contournée par les innovations technologiques.

Source : Slate.fr

**SÉNÉGAL/
MAURITANIE
BP finalise
l'exportation de la
1^{ère} cargaison de GNL
du projet GTA**

Après l'extraction des premiers volumes de gaz issus du gisement Greater Tortue Ahmeyim en janvier, le projet opéré par BP au large des côtes du Sénégal et de la Mauritanie a suscité des préoccupations suite à un incident survenu début mars. La multinationale BP a annoncé jeudi 17 avril qu'elle finalise l'expédition de la première cargaison de gaz naturel liquéfié (GNL) du projet Greater Tortue Ahmeyim (GTA), situé à la frontière maritime entre la Mauritanie et le Sénégal.

« BP a chargé en toute sécurité la première cargaison de gaz naturel liquéfié (GNL) destinée à l'exportation dans le cadre de la phase 1 du projet GTA, au large de la Mauritanie et du Sénégal. Ce chargement fait suite à la livraison du premier gaz du projet, annoncée au début de l'année », a déclaré la compagnie.

L'entreprise n'a pas fourni de précisions en ce qui concerne le volume de gaz concerné, mais cette première phase vise une production annuelle de 2,4 millions de tonnes de GNL. À titre indicatif, un méthanier standard transporte entre 125 000 et 175 000 m³ de GNL, soit environ 60 000 à 90 000 tonnes, selon la densité du gaz. Les plus grosses plateformes de ce type, dites Q-MAX, peuvent acheminer jusqu'à 267 000 m³ du combustible.

Sur cette base, la première cargaison représenterait environ 3 à 4 % de la production annuelle prévue et concrétise plusieurs années d'investissement et de coordination entre BP, KosmosEnergy, PETROSEN, SMH et les gouvernements de la Mauritanie et du Sénégal.

Avec cette première exportation, le Sénégal et la Mauritanie se positionnent comme de nouveaux venus sur le marché mondial du GNL. Le premier est déjà producteur de pétrole via le gisement Sangomar. Pour les deux États, les enjeux sont de convertir cette ressource en moteur de développement industriel et d'accès local à l'énergie.

ARABIE SAOUDITE

Le pays en passe de devenir la SiliconValley du Moyen-Orient

L'Arabie saoudite est en train de se transformer rapidement en un centre technologique régional, suscitant des comparaisons avec la SiliconValley, grâce à une vague d'investissements stratégiques et d'initiatives de premier plan, ont déclaré des experts à Arab News.

Au cœur de cette transformation se trouve le projet Transcendance, une initiative révolutionnaire de 100 milliards de dollars lancée en 2024. Dirigé par le Fonds d'investissement public du Royaume en partenariat avec Google, le projet vise à créer un écosystème complet d'intelligence artificielle en Arabie saoudite.

L'initiative est destinée à soutenir la croissance des startups technologiques locales, à créer des opportunités d'emploi et à favoriser les collaborations avec les entreprises technologiques mondiales, positionnant ainsi le Royaume à l'avant-garde de l'innovation régionale.

Ces efforts sont complétés par la conférence technologique annuelle LEAP, qui continue d'attirer l'attention internationale. L'édition 2025 de l'événement a attiré plus de 170 000 visiteurs et garanti des investissements dépassant les 14,9 milliards de dollars, soulignant l'attrait croissant de l'Arabie saoudite en tant que destination pour la technologie et l'innovation.

Ces développements sont au cœur de la stratégie de réforme économique plus large du Royaume dans le cadre de Vision 2030, qui vise à diversifier l'écono-



mie et à réduire sa dépendance de longue date à l'égard des revenus pétroliers. Grâce à des initiatives stratégiques et à des partenariats mondiaux solides, l'Arabie saoudite consolide sa place en tant qu'acteur clé du paysage technologique mondial.

Interrogé par Arab News, Noor Al-Nahas, cofondatrice et PDG de nybl, une société de logiciels basée aux Émirats arabes unis, a déclaré : "L'Arabie saoudite se transforme rapidement en un centre technologique mondial, sous l'impulsion de l'ambitieux programme Vision 2030. Le Royaume crée un écosystème solide pour que les startups technologiques puissent prospérer tout en accélérant les investissements dans l'IA et la deeptech - des technologies qui sont essentielles pour faire progresser le secteur."

"Avec les développements émergents que nous voyons dans le Royaume, les obstacles sont peu nombreux - c'est la SiliconValley du Moyen-Orient et une force montante dans le paysage technologique mondial", a-t-elle ajouté.

Mamdouh Al-Doubayan, directeur général de Globant pour la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, s'est également fait l'écho d'opinions similaires. Il a déclaré que les investissements de l'Arabie saoudite dans l'infrastructure numérique devraient être soutenus par des partenariats clés pour atteindre les résultats souhaités.

ÉGYPTE

500 MW du parc éolien de Ras Ghareb mis en service avec 6 mois d'avance

L'Égypte renforce son parc de production d'énergie éolienne avec la mise en service anticipée de 500 MW de capacité d'un projet à Ras Ghareb porté par un consortium international.

Orascom Construction a annoncé le mardi 15 avril 2025 l'entrée en service commerciale anticipée de 500 MW du parc éolien de Ras Ghareb, situé sur la côte occidentale du golfe de Suez en Égypte. Ce projet dé-

veloppé dans le cadre d'un partenariat public-privé de 25 ans sous le modèle Build-Own-Operate (BOO) était attendu pour la fin de l'année. Il devient partiellement opérationnel avec six mois d'avance.

La capacité finale de 650 MW fera de Ras Ghareb le plus grand parc éolien actuellement en activité sur le continent africain. Il alimentera plus d'un million de foyers et permettra d'éviter l'émission d'environ 1,5

million de tonnes de CO₂ par an. Cela répond aux objectifs de l'Égypte, qui prévoit de porter à 42% la part du renouvelable dans son mix électrique d'ici 2035. Le projet est porté par le consortium RedSea Wind Energy, composé de ENGIE (35%), Orascom Construction (25%), Toyota Tsusho Corporation (20%) et EurusEnergy (20%). En plus de sa participation au capital, Orascom Construction est responsable

de l'exécution des travaux d'infrastructure hors centrale (EPC). Le groupe précise que les travaux ont été réalisés sans aucun arrêt de travail lié à un incident.

Le consortium a déjà entamé les études pour le développement d'un second parc éolien de plus de 900 MW sur un terrain adjacent, confirmant l'importance du golfe de Suez dans la stratégie énergétique du pays.

COOPÉRATION

L'Azerbaïdjan et l'Égypte renforcent leur coopération dans les hydrocarbures

En avril 2024, l'Azerbaïdjan a signé une série d'accords avec le Congo-Brazzaville, dont un accord de collaboration entre la State OilCompany of Azerbaïdjan (SOCAR) et la Congolaise de Raffinage (CORAF). La compagnie pétrolière nationale azerbaïdjanaise SOCAR cherche à renforcer ses positions sur le continent africain. Après un partenariat engagé l'an dernier avec la Congolaise de Raffinage (CORAF), elle discute désormais avec l'Égypte d'une coopération

dans l'exploration et la production d'hydrocarbures.

Selon les informations officialisées mercredi 16 avril, ces échanges, tenus au Caire, visent à jeter les bases d'investissements conjoints, notamment dans la relance de gisements d'hydrocarbures en fin de cycle. Concrètement, les deux parties ont convenu de créer des groupes de travail pour définir, dans les meilleurs délais, les modalités d'une coopération alignée sur leurs priorités respectives.

Si ces discussions aboutissent, elles pourraient amorcer un mouvement plus large de diversification énergétique dans la région, à l'heure où plusieurs pays africains cherchent à valoriser leurs ressources naturelles en s'ouvrant à de nouveaux partenaires hors du continent.

Pour l'Égypte, la perspective d'un partenariat avec un opérateur disposant d'un savoir-faire éprouvé en matière d'exploitation et de monétisation des hydrocarbures, représente une oppor-

tunité de dynamiser son secteur stratégique notamment dans un contexte de déclin de sa production ces derniers mois.

À moyen terme, ce rapprochement pourrait marquer une étape dans la volonté de l'Azerbaïdjan de s'imposer comme un acteur énergétique sur le continent avec des retombées potentielles sur les chaînes de valeur locales, l'emploi technique, et la capacité des États à capter plus de revenus issus des hydrocarbures.

NIGERIA

Un projet de fer et d’aciérie à 1,4 milliard \$ dans l’impasse

A 200 km de la capitale Abuja, Agbaja s’est positionné au début des années 2020 comme l’un des projets susceptibles de transformer le visage du secteur minier du Nigeria, qui représente à peine 1 % du PIB. Alors que nous entrons bientôt dans la seconde moitié de cette décennie, son propriétaire australien Macro Metals cherche désormais à se débarrasser d’un actif dont la valeur actuelle nette était estimée à 1,4 milliard de dollars en 2022. Décryptage.

En juillet 2022, la compagnie minière Macro Metals (alors connue sous le nom de Kogi Iron, du nom de l’État nigérian de Kogi qui abrite son projet phare) publie une étude de faisabilité actualisée pour Agbaja. Cette dernière estime qu’il faut investir 557 millions de dollars dans une mine de fer et une aciérie intégrée, afin de produire en moyenne 500 000 tonnes de billettes d’acier par an sur une durée de vie de 25 ans. Le projet affiche alors une valeur actuelle nette de 1,4 milliard de dollars, ainsi qu’un taux de rentabilité interne de 33 %. L’investissement nécessaire est récupérable au bout de quatre ans seulement, le tout après impôts. A ce moment-là, Kogi Iron est convaincue son projet « permettra à l’économie la plus importante et la plus dynamique d’Afrique de réduire sa dépendance à l’égard des produits sidérurgiques importés ». La compagnie y concentre son attention et multiplie les levées de fonds pour amener le projet à la phase de construction. Près de trois ans après cette étude pourtant, aucune avancée

concrète n’a été enregistrée dans le développement d’Agbaja. Dans une mise à jour publiée le 31 janvier dernier, la compagnie confirme qu’une équipe de conseillers est engagée pour trouver un repreneur ayant les compétences et ressources nécessaires pour développer l’actif. « La poursuite de l’engagement de ressources dans son projet sidérurgique intégré d’Agbaja, situé dans l’État de Kogi, en République du Nigeria, ne correspond pas à l’objectif stratégique de la société, qui est de devenir un producteur de minerai de fer basé dans la région de Pilbara [cœur stratégique du minerai de fer en Australie avec plus de 90 % de la production nationale, NdIr] », réaffirme alors la société. Une reprise qui tarde à se concrétiser. La compagnie n’a pas explicité les raisons à l’origine de ce changement de stratégie, alors que ses projets australiens n’en sont pas encore au même stade de développement qu’Agbaja et n’ont pas non plus démontré le même potentiel jusqu’ici. Le projet nigérian héberge en effet des ressources

minérales de 586 millions de tonnes à une teneur en fer de 41,3 %, ainsi que des réserves probables de 205 millions de tonnes à une teneur de 45,7 % de fer. Quoi qu’il en soit, il faudra encore attendre longtemps pour voir se concrétiser les espoirs placés dans ce projet. Plus d’un an après avoir entamé le processus de cession de son projet, Macro Metals n’a encore annoncé aucun repreneur pour Agbaja. Si de nouveaux investisseurs en font l’acquisition, la reprise du développement de l’actif pourrait encore prendre quelques années, entre de nouvelles études de viabilité économique et la mobilisation du financement nécessaire. De plus, le marché du minerai de fer affiche des perspectives peu optimistes, avec une abondance de l’offre attendue à moyen terme grâce à des gisements comme Simandou en Guinée. Les prix devraient suivre une tendance à la baisse et atteindre 78 dollars la tonne d’ici 2033, contre 100 dollars la tonne actuellement, selon la firme de recherche BMI.

RCA

Un projet agro-industriel de 1,2 milliard \$ soutenu par Afriland First et des indiens

Selon la Banque mondiale, près de 75% des Centrafricains, en particulier les femmes, vivent de l’agriculture, essentiellement avec des emplois informels. La République centrafricaine (RCA) recevra un financement de plus de 800 milliards FCFA (1,2 milliard \$) destiné au développement de son secteur agro-industriel. Une convention d’investissement a été signée à cet effet le mardi 15 avril 2025 par les parties impliquées, en présence du président Faustin-Archange Touadéra. Piloté par le groupe indien Mahasakthi, ce projet a été ficelé avec

l’appui d’Afriland First Holding, la branche financière du groupe camerounais Afriland First group fondée par Paul FokamKammogne. Celui-ci a joué un rôle déterminant en facilitant les négociations entre les autorités centrafricaines et les investisseurs indiens. « Dans la composante économique, il a été question d’étudier et de connaître les besoins de l’Etat centrafricain, de rechercher des partenariats et de ficeler les mécanismes d’investissement. Ce travail de facilitateur actif entre l’Etat centrafricain et le groupe indien Mahasakthi Group, Afriland First Holding l’a fait

», a affirmé Dr Guy-Laurent Fondjo, président de la holding. Ce projet se structure autour de deux volets principaux. Un montant de 1 milliard de dollars sera consacré à la culture et à la transformation de la canne à sucre sur une superficie de 20 000 hectares. Par ailleurs, 200 millions de dollars financeront la culture du manioc sur une étendue de 10 000 hectares. Les fonds serviront également à la construction d’usines de transformation et de deux centrales électriques d’une capacité cumulée de 70 MW. Pour Afriland First Holding, cet en-

gagement s’inscrit dans une stratégie visant à soutenir des projets structurants en Afrique centrale, tout en combinant rentabilité économique et impact social. « La composante sociale réside dans la façon dont le projet sera conduit. 50% de la surface arable sera distribuée à des planteurs locaux volontaires, à raison de 5 hectares minimum pour leur donner l’opportunité de se prendre en charge en tant qu’agro-entrepreneurs », a affirmé Dr Fondjo. Le groupe Mahasakthi s’engage par ailleurs à acheter et à transformer les productions issues des exploitations locales.

POUR BOOSTER SA PRODUCTION RIZICOLE

Le Mali veut mobiliser 24 millions \$

En Afrique de l’Ouest, le Mali est le troisième producteur de riz après le Nigéria et la Guinée. Dans le cadre de sa politique de souveraineté alimentaire, le gouvernement qui vise l’autosuffisance dans cette denrée, veut assurer la mise en œuvre d’un nouveau programme de développement de la filière. Au Mali, le gouvernement a organisé, le jeudi 17 avril, un forum national pour financer la mise en œuvre de son Programme National de mise à l’échelle du Système de Riziculture In-

tensif (PN-SRI). Cette feuille de route de 10 ans, initiée par le ministère de l’Agriculture avec l’appui de la coopération allemande GIZ-Mali, nécessitera un investissement total de 14,1 milliards de francs CFA (24,4 millions \$). « Le gouvernement s’engage à prendre en charge 60 % du budget et sollicite l’appui des partenaires techniques et financiers pour les 40 % restants », peut-on lire dans un communiqué publié sur le site du ministère de l’Agriculture.

Si les détails de mise en œuvre du programme ne sont pas révélés, on sait que l’ambition affichée par les autorités est d’augmenter la production locale de riz paddy de 83 %, à terme, pour atteindre 5,5 millions de tonnes, contre une récolte actuelle de 3 millions de tonnes. Cet objectif, s’il est atteint, devrait permettre au Mali de réduire considérablement sa dépendance aux importations, voire de réaliser l’autosuffisance. Le pays d’Afrique de l’Ouest couvre déjà environ 80 % de ses besoins en

riz blanchi, qui ont été évalués à 2,3 millions de tonnes en moyenne par an entre 2022 et 2024. Selon les dernières projections formulées par le Département américain de l’Agriculture, le Mali devrait importer 420 000 tonnes de cette céréale en 2025. Si le financement est réuni et que le PN-SRI tient ses promesses, le Mali pourrait non seulement se libérer du rablement de sa dépendance aux importations de riz, mais aussi positionner sa production excédentaire sur les marchés régionaux.

ZAMBIE

La mine Kitumba va participer à l’objectif de 3 millions de tonnes de cuivre dès 2026

En Zambie, le gouvernement mise sur une montée en puissance de la production cuprifère, avec un objectif de 3 millions de tonnes d’ici 2031. Cette perspective repose principalement sur la mise en service de nouvelles mines dans le pays. Le groupe chinois Sinomine Resource prévoit de lancer la production sur sa mine de cuivre Kitumba en Zambie dès septembre 2026. L’annonce faite ce jeudi 17 avril répond aux ambitions des autorités zambiennes visant à porter la production nationale de cuivre à 3 millions de tonnes d’ici 2031. Annoncée plus tôt en 2024, la construction de Kitumba est prévue pour débiter au deuxième trimestre 2025 pour un coût total de 560 millions USD. La mine devrait à terme afficher une capacité de production annuelle de 60 000 tonnes de cuivre. Cela représenterait une contribution de 2% à l’objectif national des 3 millions de tonnes prévu d’ici le début de la prochaine décennie.

Après trois années consécutives de baisse, la Zambie a produit au total 820 670 tonnes de cuivre en 2024, en hausse de 12% en glissement annuel. Le gouvernement table sur une progression continue de la production, portée par l’expansion des mines existantes et le lancement de nouveaux projets. Le but est de franchir le cap du million de tonnes d’ici 2027, avant de tripler cette production à l’horizon 2031. Pour concrétiser cette ambition, le gouvernement mise aussi sur une détente progressive des relations avec les compagnies minières. Le secteur minier zambien a en effet été affecté ces dernières années par plusieurs litiges ayant opposé l’État et les opérateurs. Le nouveau régime œuvre à instaurer un climat d’affaires plus attractif, et le maintien de cette dynamique s’avère essentiel pour attirer et sécuriser les investissements à long terme.

LE POINT HEBDO DE L'INVESTISSEUR

Rien ne va plus, les jeux ne sont pas encore faits

Malgré l'escalade des tensions entre la Chine et les Etats-Unis, les places financières ont évolué en ordre dispersé sur cette dernière séquence hebdomadaire. L'Europe a repris un peu de hauteur, rassurée notamment par l'exemption provisoire des surtaxes douanières sur l'électronique en provenance de Chine mais Wall Street a conservé une pente baissière avec les nouvelles annonces de Donald Trump.

Les investisseurs ne savent plus où donner de la tête : 245% sur les produits chinois, licence nécessaire pour exporter les puces vers la Chine, abandon des commandes de Boeing par Pékin, exemptions possibles pour le secteur automobile, potentiels nouveaux droits de douane sur les produits pharmaceutiques... Les annonces s'enchainent et accentuent la nervosité et le manque de visibilité des intervenants.

Tops
Datagroup +40,81 % : le groupe de conseil et services informatiques allemand va être racheté par la société d'investissement KKR. Une offre à 54 euros par action a été déposée, avec l'intention de retirer l'entreprise de la cote une fois l'opération finalisée.
Eli Lilly +14,68 % : le géant pharmaceutique a présenté les résultats de son comprimé expérimental, l'orforglipron. Les patients en surpoids et atteints de diabète de type 2 ont perdu près de 8% de leur poids et leur glycémie a baissé. Le traitement se distingue par sa forme orale, contrairement aux autres, notamment ceux de Novo Nordisk, qui sont injectables.
Sartorius +12,66 % : le laboratoire biotechnologique allemand publie une hausse de 7,7% de son chiffre d'affaires au premier trimestre 2025. Le groupe confirme par ailleurs son objectif de 6% de croissance annuelle.
BE Semiconductor +12,96 % : le fabricant néerlandais d'équipements d'assemblage pour l'industrie des semi-conducteurs accueille un nouvel actionnaire de poids. Applied Materials annonce une prise de participation représentant 9% de la capitalisation de BE Semiconductor.
Netflix +5,96 % : Certains analystes estiment que Netflix serait peu impacté en cas de ralentissement économique. Selon Oppenheimer, le géant du streaming est peu exposé aux risques commerciaux et pourrait même bénéficier d'une conjoncture qui se dégrade, car les consommateurs ont tendance à rester plus sou-vent chez eux.
Palantir +5,91 % : le fournisseur de logiciels américain a retrouvé une bonne dynamique cette semaine après l'annonce de l'OTAN indiquant qu'elle utiliserait les solutions de Palantir pour moderniser ses capacités militaires.

Flops
UnitedHealth -24,25 % : le plus grand assureur santé a lourdement abaissé ses perspectives pour l'année. En cause, l'impact accru des coupes budgétaires, une hausse inattendue des soins de Medicare (le programme d'assurance des plus de 65 ans) et des changements de statut d'assurés qui entraînent des moindres remboursements.
Meta -7,74 % : le groupe de Mark Zuckerberg

traverse une zone de fortes turbulences. Un procès antitrust majeur vient de s'ouvrir, et une éventuelle défaite pourrait contraindre Meta à se séparer d'Instagram et WhatsApp. En parallèle, les menaces de tarifs douaniers sur les géants technologiques continuent de peser sur le titre.
Nvidia -8,51 % : la firme de San José a annoncé le 16 avril être soumise à de nouvelles restrictions américaines sur ses exportations vers la Chine. Nvidia évalue l'impact de ces mesures à 5,5 milliards de dollars. Le titre, ainsi que tout le secteur, a été lourdement pénalisé.
Amazon -6,63 % : la montée des tensions commerciales avec la Chine pèse sur Amazon, alors que près de 60% de ses commerçants tiers s'y approvisionnent. À quelques jours de la publication de ses résultats (prévue le 24 avril), les investisseurs anticipent déjà un impact négatif.
LVMH -7,4 % : les résultats du numéro un mondial du luxe ont déçu les investisseurs. Le segment mode et maroquinerie, qui représente la moitié du chiffre d'affaires, est en repli de 5%. La demande est toujours faible en Asie, où les ventes sont en repli de 11%.
ASML -2,27 % : double coup dur pour le spécialiste néerlandais des machines lithographiques. D'une part, les nouvelles restrictions américaines sur les exportations de puces vers la Chine ont pesé sur l'ensemble du secteur. D'autre part, le groupe a publié des résultats trimestriels décevants avec seulement 3,9 milliards d'euros de commandes, bien en deçà des 4,89 milliards attendus.
Fugro -13,49 % Le spécialiste mondial des géo-données chute en Bourse après avoir anticipé un recul de 11% de son chiffre d'affaires annuel. En cause : l'environnement politique américain, qui freine le développement de nombreux projets d'éolien offshore et contraint l'entreprise à réduire ses effectifs aux États-Unis.

Matières premières
Energie : Les prix pétroliers ont repris de la hauteur, malgré la baisse des prévisions de la demande par l'OPEP. Le cartel a abaissé ses prévisions de croissance de la demande de 150 000 barils par jour pour atteindre 1,3 million de barils par jour en 2025, un ajustement qui est évidemment lié aux tensions commerciales. Cette prévision est toujours plus optimiste que celle de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), qui projette une croissance de seulement 1 million de barils par jour pour l'année en cours. Le rebond des prix du baril a aussi été soutenu par les nouvelles sanctions américaines contre les acheteurs de pétrole iranien. Le Brent s'échange en hausse à 66,60 USD tandis que le WTI se négocie autour de 62,70 USD.

Métaux : Nouvelle progression hebdomadaire pour l'or, qui continue de jouer son rôle de valeur refuge. La relique barbare a dépassé la ligne des 3300 USD et a atteint un sommet à 3357 USD. À Londres, le cuivre sur le marché du London Metal Exchange a vu son prix baisser pour s'établir à 9200 dollars la tonne (prix spot). La pression d'un dollar plus fort et l'impact croissant des tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine ont affecté le cuivre, le rendant vulnérable aux fluctuations des droits de douane.
Produits agricoles : Les prix des contrats à terme sur le blé de Chicago ont augmenté (566 cents pour le contrat mai 2025), en partie grâce à l'affaiblissement du dollar américain. Cette baisse du dollar rend les exportations de blé plus compétitives à l'échelle mondiale. Cependant, les précipitations récentes dans la région de culture du blé aux États-Unis ont limité cette hausse, car elles sont bénéfiques pour les rendements futurs. Pendant ce temps, le soja a également progressé suite à des indications

selon lesquelles la Chine pourrait envisager de reprendre les négociations commerciales avec les États-Unis, ce qui pourrait encourager les exportations américaines. Le maïs, quant à lui, a légèrement diminué, impacté par le retard des semis dans le Midwest à cause des précipitations.
La relation entre la Chine et les Etats-Unis reste au cœur des fluctuations boursières. Sur la semaine qui s'achève, les rapports n'étaient pas au beau fixe. Le début de la semaine prochaine sera tronqué par la fermeture de plusieurs places boursières pour le lundi de Pâques en Europe. Mercredi, les regards se tourneront vers les premiers indicateurs d'activité PMI du mois d'avril, qui permettront de prendre le pouls des principales économies à un moment charnière de la guerre commerciale. En parallèle, une cinquantaine de sociétés capitalisant plus de 100 milliards dévoileront leurs résultats trimestriels, de A comme Air Liquide à T comme Tesla, en passant par Amazon, Alphabet, SAP, Nestlé ou Pepsi.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر

BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 16 Avril 2025

Valeur : 18 Avril 2025

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		132.3071	132.3221
1	EUR	EURO		150.5522	150.5825
1	GBP	POUND STERLING		175.6134	175.7032
100	JPY	JAPANESE YEN		93.0233	93.0666
1	CNY	CHINESE YUAN		18.0649	18.0679
1	CHF	SWISS FRANC		162.3998	162.5179
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		95.0482	95.0795
1	DKK	DANISH KRONE		20.1642	20.1677
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.4457	13.4520
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.4425	12.4519
1	AED	UAE DIRHAM		36.0186	36.0276
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.2584	35.2643
1	KWD	KUWAITI DINAR		431.3893	431.7197
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.7931	44.2332
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.2397	14.2414
1	LYD	LIBYAN DINAR		24.0961	24.2197
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3136	3.3238
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		179.0844	179.0844

LES MARCHÉS ONT TERMINÉ JEUDI SUR UNE NOTE HÉSITANTE

Wall Street marque une pause avant le week-end

Les marchés américains ont terminé jeudi sur une note hésitante, les investisseurs digérant les signaux contrastés des discussions commerciales internationales, les propos prudents de la Réserve fédérale sur les taux d'intérêt et les premiers résultats trimestriels de grandes entreprises. La Bourse de New York est fermée vendredi, mais elle rouvrira dès lundi, alors que de nombreuses places européennes seront closes. Jeudi soir, l'indice S&P 500 a légèrement progressé de 0,1%, tandis que le Nasdaq a cédé 0,1%. Le Dow Jones, en revanche, a reculé de 1,3%, plombé par la chute de UnitedHealth. Le géant de l'assurance

santé a surpris en publiant des résultats inférieurs aux attentes, liés à une hausse imprévue des coûts médicaux. L'action a chuté de 22%, entraînant l'ensemble du secteur dans son sillage. La séance a été marquée par un certain apaisement après une semaine de tensions sur les actifs à risque, dans un contexte de congé prolongé à venir. L'or, qui avait atteint un record historique mercredi, a reflué de 0,73% à 3 319 dollars l'once. Les cours du pétrole ont progressé d'environ 3%, soutenus par l'optimisme autour d'un éventuel accord commercial entre les États-Unis et l'Union européenne, et par de nouvelles sanctions améri-

caines contre les exportations de pétrole iranien. Sur le plan diplomatique, les marchés ont trouvé un certain réconfort dans les déclarations de Donald Trump, qui a participé mercredi à des négociations à Washington avec une délégation japonaise menée par Ryosei Akazawa. Le président a évoqué des "avancées majeures" sans donner de détails, ravivant l'espoir que certains effets des hausses tarifaires puissent être atténués. Jeudi, Trump et la Première ministre italienne Giorgia Meloni ont également affiché leur volonté de résoudre les tensions commerciales transatlantiques.

Trump attaque violemment Powell

Côté monétaire, la Réserve fédérale reste prudente. Son président Jerome Powell a réaffirmé mercredi qu'aucune décision sur les taux ne serait prise avant d'avoir plus de visibilité sur l'évolution de l'économie. Il a cependant mis en garde contre les effets inflationnistes et négatifs sur l'emploi de la politique tarifaire de l'administration. Les marchés obligataires ont réagi modérément, avec un rendement du Trésor à 10 ans en hausse de 5,4 points de base à 4,333%, bien en dessous des 4,59 % atteints au plus

fort des tensions la semaine précédente. Les attaques renouvelées de Trump contre Powell jeudi, accusé de "faire de la politique" et menacé de révocation, ont contribué à accentuer l'incertitude sur l'économie américaine. Le président a estimé que Powell devrait "partir au plus vite" et que la Fed "doit baisser les taux pour le bien du peuple américain". Christopher Hodge, chef économiste chez Natixis à New York, a jugé probable que Powell reste en poste jusqu'à la fin de son mandat, mais reconnaît être "moins certain" qu'auparavant. "Si l'indépendance de la Fed est remise en cause, les marchés réagiront très mal", a-t-il averti.

CANADA

La Banque du Canada maintient son taux directeur à 2,75 %

La Banque du Canada a laissé son taux directeur inchangé mercredi, en attendant de mieux comprendre l'impact de l'incertitude commerciale mondiale sur l'économie canadienne.

La banque centrale a maintenu son taux directeur à 2,75 %, une première après sept baisses consécutives depuis juin. Cette décision intervient en pleine guerre commerciale mondiale en constante évolution aux États-Unis, et le gouverneur de la Banque du Canada, Tiff Macklem, a clairement indiqué que les perturbations venues du sud de la frontière étaient au cœur de la décision de mercredi. Le changement de cap radical et protectionniste de la politique commerciale amé-

ricaine et son implantation chaotique ont accru l'incertitude, perturbé les marchés financiers, modéré les perspectives de croissance mondiale et fait monter les attentes d'inflation, a-t-il déclaré dans une allocution préparée. L'avenir n'est pas plus clair. On ne sait toujours pas quels droits de douane seront imposés, s'ils seront réduits ou augmentés, ni quelle sera leur durée. La Banque du Canada augmente son taux directeur lorsque les banquiers centraux

craignent une accélération de l'inflation et l'abaisse lorsque les décideurs veulent stimuler la croissance de l'économie. Mais ces deux scénarios sont actuellement à l'œuvre dans un contexte où il y a, selon M. Macklem, beaucoup d'incertitude liée à la campagne tarifaire mondiale des États-Unis. Nous avons convenu de laisser le taux directeur inchangé, pendant que l'orientation des droits de douane et leurs effets se précisent, a annoncé le gouverneur.

SUÈDE

Un député appelle à la création d'une réserve nationale de bitcoins

Dennis Dioukarev a interpellé la ministre des Finances Elisabeth Svantesson afin de savoir si la Suède envisage de créer une réserve nationale de bitcoins au même titre que les États-Unis. Qui sera le prochain pays, après les États-Unis, à établir une réserve stratégique de bitcoins? Cette semaine, le député suédois Dennis Dioukarev a interpellé sur X la ministre des Finances Elisabeth Svantesson, afin de savoir si la Suède envisage de créer une réserve nationale de bitcoins. Cette réserve serait basée sur les bitcoins saisis lors d'affaires judiciaires, a précisé le membre de la

Commission des finances. Le nombre de bitcoins détenus par ce pays n'est, à ce jour, pas connu. Le projet de Donald Trump fait son chemin dans plusieurs pays de l'Union européenne. Aleš Michl, le gouverneur de la banque nationale tchèque (CNB), a déclaré vouloir que sa banque centrale se dote d'une réserve stratégique de bitcoins. De même, Christian Lindner, l'ex-ministre des Finances allemand, mais aussi l'eurodéputée Reconquête Sarah Knafo se sont également prononcés en faveur de la création d'une réserve nationale de bitcoins dans les États euro-

péens. Les banques centrales veulent des réserves "sécurisées" Ces différents projets ont-ils une chance de voir le jour? À l'inverse des États-Unis, l'Europe préfère se concentrer sur la création d'un euro numérique. Les réserves des banques centrales européennes "doivent être liquides, sûres, sécurisées. Elles ne doivent pas être suspectées d'être liées à des activités criminelles ou de blanchiment d'argent", a déclaré Christine Lagarde fin janvier. "Par conséquent, je suis convaincue que les bitcoins ne vont pas être dans les banques centrales des membres du Conseil des

gouverneurs", a expliqué Christine Lagarde. Bien que membre de l'Union européenne, la Suède n'a pas adopté l'euro comme monnaie légale et ne fait pas partie du Conseil des gouverneurs de la BCE. Pour rappel, en mars, Donald Trump a signé un décret établissant la création d'une réserve stratégique de bitcoins aux États-Unis. Cette réserve s'établit sur la base d'environ 200.000 bitcoins saisis par la justice américaine. Le gouvernement américain est également autorisé à acheter des bitcoins tant que cela reste neutre d'un point de vue budgétaire.

ITALIE

L'excédent commercial à près de 4,5 milliards € en février

L'Italie a enregistré en février un excédent commercial de 4,47 milliards d'euros, contre 6 milliards le même mois de 2024, a annoncé vendredi l'Institut national des statistiques (Istat). Le déficit de la balance énergétique a atteint 5 milliards d'euros en février, contre 3,75 milliards un an plus tôt. Sur un an, les exportations baissent de 4,3% et les importations de 2,7%, tandis que sur un mois les exportations ont augmenté de 3,5% et les importations de 1,7%.

Toujours sur un an, la troisième économie de la zone euro a vu ses exportations de produits pharmaceutiques, chimiques, et botaniques progresser de 31,2% et celles de moyens de transport, hors voitures, de 9,6%. En revanche, les livraisons de voitures ont chuté de 11,5% et celles de produits pétroliers raffinés de 25,8%. Parmi les pays qui ont le plus contribué à la hausse des exportations figurent l'Allemagne (+14,5%), la Suisse (+17,3%), le Royaume-Uni (+10,4%), l'Espagne (+21,1%) et les pays

de l'Opep (+12,9%). À l'inverse, les exportations vers les États-Unis ont baissé de 9,6%, vers la Belgique de 11,8% et vers la Turquie de 9,9%. L'Italie a affiché en 2024 un excédent commercial en nette hausse, à 54,92 milliards d'euros. Quatrième exportateur mondial, l'Italie risque d'être l'un des pays européens les plus touchés par la guerre commerciale déclenchée par Donald Trump. Son excédent commercial vis-à-vis des États-Unis a atteint 38,9 milliards d'euros en 2024.

ESPAGNE

Croissance dynamique sous ciel incertain

L'économie espagnole aborde 2025 sur une dynamique plus robuste que ses partenaires européens. En 2024, le PIB a progressé de 3,2%, avec une hausse de 0,8% au T4, soutenu par la consommation et l'investissement. Les fondamentaux sont solides : excédent courant pour la 13e année, dette privée limitée à 125,1% du PIB (vs 153,5% en zone euro) et dette publique en baisse à 101,8%. La position extérieure nette s'est aussi améliorée. Cette bonne performance

permet de relever la prévision de croissance à 2,5% en 2025. La reprise reste centrée sur la demande intérieure. La baisse des taux d'intérêt, la désinflation (inflation attendue à 2,5% en 2025) et un taux d'épargne élevé devraient stimuler la consommation. L'emploi progresserait de 2% et le chômage reculerait à 10,9%. Malgré ce contexte favorable, le commerce extérieur pèserait négativement, en raison d'importations dynamiques et d'exportations freinées. Les tensions géopolitiques et commer-

ciales (États-Unis-UE) représentent un risque important. La pleine exécution des fonds NGEU sera importante pour maintenir l'élan de l'investissement privé. La prévision de déficit pour 2025, à 2,9%, est assez équilibrée, étant donné que cette année, il y aura encore des dépenses liées à la pandémie de Covid-19 et qu'il y aura probablement une certaine augmentation des dépenses de défense. Ainsi, on estime que le dynamisme de l'activité et des revenus des ménages

se traduira par une augmentation des recettes fiscales. Les dépenses devraient croître modérément et moins que les recettes, grâce à la modération de l'inflation et à l'épuisement (à l'exception des réductions sur les transports au premier semestre 2025) des mesures visant à faire face à la hausse des prix de l'énergie. Nous nous attendons donc à ce que la croissance soutenue de l'économie espagnole permette au déficit public de continuer de se situer en dessous du seuil de 3% en 2025.

GRÈCE

L'agence de notation Standard and Poor's revoit en hausse la note du pays

L'agence de notation S&P a annoncé vendredi avoir révisé à la hausse la note de la Grèce, désormais à BBB-/A-2, au lieu de BBB-/A-3 jusqu'ici, qu'elle a assorti d'une perspective stable, signifiant qu'elle ne compte pas la réviser de nouveau dans un proche avenir. Cela vient confirmer le classement de la dette grecque de long terme dans la catégorie des "investissements adéquats", dans laquelle elle est retournée depuis maintenant plus d'un an. S&P justifie sa décision par les efforts réalisés par le gouvernement grec pour contenir ses dépenses publiques et dépasser ses objectifs budgétaires mais aussi la croissance satisfaisante de l'économie grecque. "Nous anticipons une croissance annuelle moyenne de 2,8% entre 2025 et 2028. (...) compte tenu de la faible exposition de l'économie grecque, les droits de douane américains devraient avoir un impact limité, alors que les investissements liés au plan (européen, NDLR) NextGenEU devraient soutenir l'activité", a souligné l'agence dans son communiqué. La Grèce a connu une croissance élevée ces dernières années (5,6% en 2022, 2% en 2023 et 2,3% en 2024) et s'attend à une croissance de son PIB de 2,5% cette année, selon les projections de la Banque de Grèce. Elle a aussi vu son ratio de dette publique diminuer de façon graduelle. Mais son PIB reste encore loin des niveaux atteints en 2008 et de nombreux Grecs souffrent toujours de la flambée des prix des produits alimentaires alors que les salaires continuent d'être bas. La faiblesse du pouvoir d'achat est l'une des causes de mécontentement des Grecs bien que l'inflation, après un pic en 2022 en raison de la forte hausse des prix de l'énergie, ait reflué à 3% en 2024

● Google fait appel du procès antitrust sur la publicité en ligne

Hier, un juge fédéral a estimé que la firme de Mountain View avait violé les lois sur la concurrence en « détenant et en maintenant délibérément un pouvoir monopolistique » sur le marché de la publicité en ligne. Le tribunal fixera un calendrier d'information et une date d'audience pour déterminer les mesures correctives appropriées pour les manquements à la réglementation. Ces mesures pourraient consister à obliger Google à se séparer de ses activités publicitaires, en vendant par exemple Google Ad Manager. Selon Reuters, la firme américaine a décidé de faire appel de cette décision.

● Microsoft lance un micro LLM

Des chercheurs de la société ont présenté le modèle BitNet b1.58 2B4T. Sa particularité est d'être stockée sur 1 bit là où les LLM traditionnels le sont sur 16 ou 32 bits. En conséquence, le micro modèle peut fonctionner avec une faible quantité de mémoire et sur des CPU plutôt que des GPU ou NPU. Il comprend 23 milliards de paramètres et a été entraîné sur 4 000 milliards de tokens. Sur le plan des performances, il arrive à battre des modèles plus conséquents sur certains tests. Le micro LLM est disponible sur Hugging Face.

● Elliott Management veut remplacer Antonio Neri

Après avoir investi 1,5 Md\$ dans HPE, le fonds activiste souhaite le départ du dirigeant actuel. Selon le site Semafor citant des sources proches du dossier, Elliott Management aurait demandé la réunion du conseil d'administration pour évoquer le remplacement d'Antonio Neri à la tête de la société. Celui-ci est CEO depuis 2018 et a effectué une grande partie de sa carrière au sein de HPE. Plusieurs griefs sont retenus contre lui, des résultats financiers mitigés, un cours de bourse qui a fondu et le rachat de Juniper Networks bloqué par le Département de la justice américaine.

UNE TECHNIQUE D'ATTAQUE QUI TROMPE MÊME LES EXPERTS

Les hackers d'État s'approprient ClickFix

Des chercheurs de Proofpoint viennent de révéler que la technique d'ingénierie sociale « ClickFix », initialement développée par des cybercriminels, est désormais adoptée par des groupes étatiques nord-coréens, iraniens et russes dans leurs campagnes d'espionnage.



Qu'on se le dise, la cybersécurité est un domaine où l'innovation n'est jamais à sens unique. Une analyse de Proofpoint publiée jeudi met en lumière un phénomène préoccupant, celui des techniques d'attaque, conçues par des hackers indépendants, récupérées par des acteurs étatiques. Le cas emblématique ? ClickFix, une méthode d'ingénierie sociale sophistiquée qui exploite la confiance des utilisateurs en les incitant à exécuter des commandes malveillantes, est désormais entre les mains de groupes sponsorisés par des États.

Comment fonctionne ClickFix, la technique qui trompe même les plus vigilants

La méthode ClickFix est particulièrement sournoise, puisqu'elle utilise des boîtes de dialogue trompeuses.

Elle présente à l'utilisateur un problème fictif, puis propose une solution qui semble venir du système d'exploitation lui-même. L'astuce ? Amener la victime à copier-coller puis exécuter des commandes malveillantes dans son terminal (via PowerShell) La technique fut utilisée pour la première fois en mars 2024 chez des cybercriminels, mais elle s'est rapidement propagée. Entre octobre 2024 et février 2025, les chercheurs ont observé son adoption par des groupes étatiques de trois pays : la Russie (TA422) dès octobre, l'Iran (TA450) en novembre, puis une autre entité russe (UNK_RemoteRogue) en décembre. Enfin, des collectifs de Corée du Nord (TA427) l'ont adoptée en janvier-février 2025. Ce qui inquiète surtout les experts, c'est bien la vitesse à laquelle cette technique s'est propagée entre diffé-

rents acteurs gouvernementaux. Comprendons bien qu'il n'aura fallu que quelques mois pour que des groupes de trois pays distincts intègrent ClickFix dans leurs chaînes d'attaques existantes.

Des États adoptent ClickFix pour moderniser leurs cyberattaques

Chaque groupe adapte d'ailleurs ClickFix à ses besoins spécifiques. TA427 (Corée du Nord) utilise cette technique pour cibler des experts en affaires nord-coréennes, en déployant un logiciel malveillant appelé QuasarRAT. TA450 (Iran) se concentre sur des organisations du Moyen-Orient, particulièrement aux Émirats arabes unis et en Arabie saoudite. Les acteurs russes ne sont pas en reste. UNK_RemoteRogue cible le secteur de la défense avec des messages en russe, tandis que TA422 (connu aussi sous le nom d'APT28) utilise des liens imitant des feuilles de calcul Google pour installer Metasploit sur les machines des victimes. Alors bien que ces groupes semblent revenir à leurs méthodes traditionnelles après avoir testé ClickFix, Proofpoint signale que TA427 est récemment revenu à cette technique en ce mois d'avril 2025, avec une chaîne d'infection modifiée. La menace pourrait donc persister et même s'étendre dans les mois à venir, confirmant la fluidité inquiétante des techniques entre cybercriminels et acteurs étatiques.

Attention ! Ce mail de sécurité signé Google ressemble à une alerte officielle, mais c'est du phishing

Si vous avez reçu une notification de sécurité sur Gmail signée Google, méfiez-vous. Une campagne de phishing particulièrement sournoise exploite les mécanismes d'alerte officiels pour contourner les mesures de protection habituelles. L'affaire a été relayée sur X (ex-Twitter) par le développeur Nick Johnson. Dans un long thread, il raconte avoir reçu un mail tout à fait classique en apparence, une notification de sécurité en provenance de l'adresse no-reply@accounts.google.com. Signature DKIM valide, domaine conforme, en-tête rassurant : tout relevait de l'alerte Google officielle. Sauf qu'il s'agissait d'une tentative de phishing particulièrement bien ficelée.

Des outils parfaitement légitimes détournés à des fins malveillantes

Pour y voir plus clair, il faut comprendre que l'attaque repose sur un dé-

tournement précis d'outils légitimes. Les cybercriminels ont commencé par créer un compte Google rattaché à un domaine personnalisé, type me@monsie.com. En réalité, peu importe le nom de domaine choisi ici. Ce qui compte, c'est l'identifiant « me », puisque dans Gmail, lorsqu'un mail vous est adressé, le champ destinataire indique « To: me ». Malin. À partir de ce compte, les attaquants créent une application OAuth. Ce type d'application permet normalement à un service tiers de demander des autorisations d'accès à un compte Google. Ici, elle n'a aucun rôle fonctionnel. Elle sert uniquement de prétexte pour déclencher l'envoi automatique d'un message de sécurité. Pour le nom de l'application, ils ne renseignent pas un identifiant classique, mais collent directement le contenu du message de phishing : texte complet, retours à la ligne, boutons fictifs, sauts de lignes et signa-

ture type « Google Legal Support ». Ce nom à rallonge n'est visible nulle part publiquement, ni dans un store, ni sur un site, ni dans une interface Google classique. Mais il sera repris tel quel dans le mail de notification automatique que Google envoie pour confirmer l'autorisation d'accès de l'application OAuth. Pour finaliser le leurre, les pirates accordent eux-mêmes à cette application l'accès à leur propre compte me@monsie.com. Ils reçoivent alors le mail de notification envoyé par Google, parfaitement authentique sur le plan technique – signature valide, conformité SPF, DKIM, DMARC – et contenant l'intégralité du message de phishing. La dernière étape consiste à transférer ce message à une victime, où il s'affiche dans sa boîte de réception comme une alerte Google classique. L'expéditeur est bien no-reply@accounts.google.com, le contenu semble légitime, et l'en-tête « To: me »

renforce encore l'illusion. Si la personne a déjà reçu ce type de notification, le mail peut même apparaître dans le même fil de discussion que d'anciennes alertes. Les liens intégrés redirigent vers un formulaire frauduleux hébergé par sites.google.com. L'URL est familière, l'interface reprend les codes visuels d'un centre de support Google, mais il s'agit d'une copie, conçue pour intercepter les identifiants des victimes. La page support frauduleuse est hébergée sur une instance Google officielle et reprend les codes officiels de l'entreprise à son compte pour si-phonner les identifiants des victimes sans éveiller les soupçons. © Nick Johnson via X.com

Google ne voit pas le problème, mais finit par se raviser

Nick Johnson a rapidement signalé le problème à Google. Réponse ini-

tiale : fonctionnement attendu. Le bug report a été fermé, la faille classée sans suite. Selon Google, toutes les règles de sécurité sont respectées. Et techniquement, c'est vrai : aucun système n'a été contourné, aucun identifiant usurpé. Les outils mis à disposition par l'entreprise ont été utilisés tels qu'ils ont été conçus, mais en dehors du scénario prévu. Finalement, face à la pression – et probablement à la mauvaise publicité – Mountain View a revu sa position. L'entreprise a confirmé qu'un correctif serait déployé. En attendant, redoublez de vigilance si vous recevez une alerte de sécurité Google. Pour contrôler la légitimité de l'expéditeur, vous pouvez toujours consulter les détails de l'en-tête du message. Si le champ « To: » fait apparaître une adresse tierce comme me@monsie.com à la place de la vôtre, il s'agit d'un transfert, et non d'un message directement émis par Google. Source : Nick Johnson via X.com

FORD MUSTANG MACH-E (2025)

Plus d'autonomie pour la Mustang électrique

Avec près de 90 000 exemplaires vendus en Europe depuis 2021, la Mustang Mach-E constitue l'un des modèles centraux de la stratégie électrique de Ford, mais la concurrence se resserre. Pour 2025, le constructeur américain introduit une série d'améliorations.

Si la Ford Mustang Mach-E a été la première voiture 100% électrique de Ford, l'arrivée des Capri, Explorer et tout récemment du Puma Gen-E, l'ont un peu relégué au second plan en dépit de chiffres de vente intéressants. Pour lui donner un second souffle, le constructeur à l'Ovale Bleu lui offre quelques nouveautés qui permettent de la maintenir à jour.

Mustang Mach-E, une pompe à chaleur de série

C'est l'une des grandes nouveautés de cette mise à jour 2025 : l'ajout d'une pompe à chaleur de série sur l'ensemble des versions. Placée à l'avant du véhicule, cette technologie permet de chauffer l'habitacle de manière bien plus efficace que les traditionnelles résistances électriques, surtout en conditions froides. Résultat : une consommation d'énergie réduite, et donc une autonomie augmentée, sans toucher à la capacité de la batterie. Malheureusement le constructeur n'avance aucun chiffre mais l'autonomie devrait en toute logique dépasser les 470 km WLTP de la version de base Standard Range RWD à 44 990 €.

La Mustang Mach-E devient plus connectée et plus autonome

Par ailleurs, Ford a revu l'ergonomie de son Mach-E pour offrir davantage de praticité. Le sélecteur de vitesses quitte désormais la console centrale pour rejoindre la colonne de direction. De même, les commandes des clignotants et essuie-glaces migrent vers une nouvelle commande baptisée « Superstalk ». Ce réagencement libère de l'espace de rangement au centre du véhicule, pour un aménagement plus épuré et fonctionnel.

Autre évolution notable : le système multimédia SYNC 4A bénéficie d'une mise à jour de son interface, censé la rendre plus fluide et plus intuitive. Ford en profite également pour enrichir l'offre connectée : le SUV peut désormais embarquer un hotspot Wi-Fi 5G jusqu'à 10 personnes en même temps, un accès à YouTube, un mode karaoké et surtout, une navigation avec un planificateur d'itinéraires optimisé. Petite particularité, ce pack multimédia peut être activé à l'achat ou via un abonnement.



Enfin, la version 1.5 du système d'assistance à la conduite BlueCruise introduit

une nouveauté attendue : le changement de voie automatisé. Désormais, le Mach-E

peut changer de file de manière autonome si le véhicule précédent roule trop lentement ou si un autre véhicule ne se trouve pas dans l'angle mort. Ford indique que jusqu'à 45 % des changements de voie peuvent être pris en charge par le système, pour une conduite mains libres encore plus fluide sur autoroute. BlueCruise est aussi proposé sous forme d'abonnement annuel ou d'achat unique, avec un essai gratuit de 90 jours. Pour rappel, BlueCruise est avec Mercedes l'un des seuls systèmes homologué en Europe à autoriser la conduite autonome de niveau 2+, c'est à dire qu'elle permet de lâcher complètement le volant, sans pour autant vous autoriser à quitter la route des yeux. Le constructeur rappelle d'ailleurs que de 95% du réseau autoroutier est compatible.

Une Mustang électrique plus stylée

Ford n'a pas oublié le style, avec l'introduction de trois nouvelles teintes de carrosserie : Velocity Blue, Molten Magenta et Terrain. Un splitter peint en noir est désormais intégré à l'avant pour renforcer l'agressivité du design, tandis que le modèle GT reçoit une nouvelle calandre noire au style plus sportif. Les jantes évoluent également : les versions d'entrée de gamme bénéficient désormais de modèles auparavant réservés aux finitions Premium, tandis que ces dernières peuvent opter pour des jantes 19 pouces noires en option.

Nouveau record pour la Porsche 911 GT3 sur le Nürburgring

Nouveau record du Nürburgring pour la 911 GT3 992.2 avec un tour en 6 minutes 56 secondes et 294 centièmes. Jamais une voiture de série n'avait parcouru l'enfer vert aussi rapidement. En tout cas, pas avec une boîte de vitesses manuelle... C'est dire à quel point ce record du tour est relatif. En effet, il s'agit du temps le plus rapide parmi les voitures à



transmission manuelle. Mais il faut rendre à César ce qui appartient à César. Avec ces 6 minutes 56 secondes et 294 centièmes, la 911 GT3 mise à jour fait 3,7 secondes de mieux que sa devancière... équipée d'une boîte PDK. Pour cette tentative de record, Porsche a installé le pack Weissach, plus léger, de sorte que les 510 ch du six cylindres boxer de 4 litres ont eu

un peu moins de mal à propulser la 911 sur la piste à la vitesse de l'éclair. Pour être complet : le véritable record du tour au Nürburgring pour les voitures de série est détenu par la Mercedes-AMG One. Il lui a fallu 6 minutes 29 secondes et 90 centièmes pour boucler un tour.

Mots fléchés

Savoir	↓	Empereur des Russies	↓	Or	↓	Implorer	↓	Volcan	↓	Vives	↓	Restes	↓
Vilipender						Mèche rocaille				Echange papale		Cochet de boucher	
	→							Imaginations	→				
Désordre		Il repousse le Diable		Ceci	Flibustiers	→							Dieu colte
	→		↓	↓				Pour mesurer la taille	→				↓
								Ombree					
Riche	→				Ville allemande	Petites voies	→						
Abject													
	→			Enduit	→			Chanteur belge (Jacques)	→			Arme rudimentaire	
				Possessif				Nazi					
Continent		Affliction	→			Qualité d'une huile	→			Célèbre dépêche	→		
		Qui n'a pas de fin				Paresseux				Soleil divin			
	→		↓		Parfum animal					Roue à gorge	→		Divinité égyptienne
					Greffier					Article			
Baie	→					Ville roumaine		Vicille colère		Corde de cow-boy	→		
Possèdent								Isolé					
	→			Sotte	→								
				Réfutas						Dirigeant russe		Connu	→
												Cimetière	
Mi-homme, mi-cheval	→									Frousse	→		
Chômés										Chapelets			
	→					Continent	→						Monnaie du Japon
						Poisson							
Cependant		Époux	→					Exalté	→			Coloré	
		Rivière suisse											
	→	↓			Anoth	Champion	→			Unité forestière	→		
						Einsteinium				Paleofréniers			
Durée	→			Métal	→			Conte court	→			Auteur de rumeurs	→
Frimés				Drame japonais				Vilaines				Vagabondees	
	→			↓									
						Poils utilisés comme textile	→						Laisee passer l'air
						Règles							
Postérieur		Agréable	→			Léproserie	→						
		Membrane de l'oeil											
	→	↓		Salut romain		Département français	→			Petit tour		Dépôt	
				↓									
Jeune ruminant	→				Le ça de Freud	→		Monument funéraire	→				
Moi					Sélénium			Vient de nro					
	→				↓								
		Boulonner	→							Organe humain	→		
Anonce	→					Terre d'argile	→			Manche au tennis	→		

ACCIDENTS DE LA ROUTE

11 morts et 356 blessés en 48 heures

Onze (11) personnes sont décédées et 356 autres ont été blessées dans plusieurs accidents de la route survenus ces dernières 48 heures à travers le pays, indique samedi un bilan de la Protection civile. Les bilans les plus lourds ont été enregistrés dans la wilaya de Tindouf avec deux décès et cinq blessés, suite à une collision entre un véhicule et un camion sur la RN N 50, commune d'Oum Laassel, ainsi qu'à Batna avec deux décès également et trois blessés, suite à deux accidents de la circulation, le 1er survenu au village "Marial", commune d'Ouyoun El Assafir et le second dans la commune de Sariana, précise la même source. Par ailleurs, les unités de la Protection civile sont intervenues suite à une fuite du gaz, suivie d'une explosion dans un appartement dans la commune d'Oued El Chaaba, daïra de Batna. L'incident a entraîné le décès d'une personne, déplore-t-on.

MDN

Evacuation sanitaire de trois voyageurs britanniques au large de Cap Matifou à Alger

Trois (3) voyageurs de nationalité britannique, en état de danger, ont été secourus, vendredi soir, par des unités des Garde-côtes au large de Cap Matifou (Alger), après que leur navire ait émis un signal de détresse, indique samedi le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. "Dans le cadre de leurs missions humanitaires, des unités des Garde-côtes du Commandement des Forces navales sont intervenues, le 18 avril 2025 à 20h20, suite à la réception d'un signal de détresse par le Centre régional des opérations de surveillance et de sauvetage, émanant d'un navire, portant le nom +Spirit Of Discovery+, battant pavillon de la Grande Bretagne, en provenance de Gibraltar et à destination de Malte, et signalant être en danger à 16 mile nautique au nord-ouest du Cap Matifou (Alger), à son bord trois (3) voyageurs de nationalité britannique dans un état de danger", précise la même source. "Immédiatement, et en coordination avec le Centre national des opérations de surveillance et de sauvetage en mer du Service national des Garde-côtes du Commandement des Forces navales, une opération de sauvetage et d'évacuation a été enclenchée, en deux étapes, engageant un hélicoptère MS-66 appartenant au 560ème escadron d'hélicoptères de recherche et de sauvetage (1ère Région militaire), une vedette de sauvetage (240), relevant du Groupement territorial des Garde-côtes de Dellys (1ère Région militaire)". Cette intervention "a permis l'évacuation des voyageurs vers le Centre hospitalier universitaire Mustapha Pacha pour une prise en charge sanitaire", souligne le communiqué. Le MDN affirme que "cette opération confirme la volonté constante et l'entière disponibilité des unités des Garde-côtes relevant du Commandement des Forces navales à intervenir en mer pour sauver des vies humaines en toutes circonstances".

IL A ÉTÉ INSTALLÉ DANS SES NOUVELLES FONCTIONS PAR LE GÉNÉRAL D'ARMÉE CHANEGRIHA

Le Général Sid Ahmed Bourommana, Commandant de la Gendarmerie Nationale par intérim

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP) a installé hier, au nom du Président de la République, Chef Suprême des Forces Armées, Ministre de la Défense Nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, le Général Sid Ahmed Bourommana, dans les fonctions de Commandant de la Gendarmerie Nationale par intérim, en remplacement du Général-major Yahia Ali Oulhadj, indique un communiqué du ministère. "Au nom de Monsieur le Président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, et conformément au Décret présidentiel du 14 avril 2025, Monsieur le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire, a présidé, ce samedi 19 avril 2025, la cérémonie de passation de pouvoir et d'installation du Général Sid Ahmed Bourommana, dans les fonctions de Commandant de la Gendarmerie nationale par intérim, en remplacement du Général-major Yahia Ali Oulhadj", précise la même source. Après la cérémonie d'accueil, "le Général d'Armée a observé, à l'entrée du siège du Commandement de la Gendarmerie nationale, un moment de recueillement à la mémoire du chahid Larbi Ben M'hidi, dont le siège du Commandement est baptisé de son nom. Le Général d'Armée a, ensuite, déposé une gerbe de fleurs devant la stèle commémorative du chahid et récitée la Fatiha à sa mémoire et à celle des valeureux chouchada". Le Général d'Armée a, ensuite, procédé à l'inspection des carrés des personnels de la Gendarmerie nationale, alignés au niveau de la place d'arme, avant d'annoncer l'installation officielle du nouveau Commandant de la Gendarmerie na-

tionale. "Au nom de Monsieur le Président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, et conformément au décret présidentiel du 14 avril 2025, j'installe officiellement le Général Sid Ahmed Bourommana, dans les fonctions de Commandant de la Gendarmerie nationale par intérim, en remplacement du Général-major Yahia Ali Oulhadj", a-t-il déclaré à cette occasion. "Aussi, je vous ordonne de travailler sous son autorité, de suivre ses ordres et d'exécuter ses instructions, dans l'intérêt du service, en application des règlements militaires en vigueur et des lois de la République, et en faisant montre de fidélité aux sacrifices de nos vaillants Chouchada et aux valeurs de notre glorieuse Révolution", a-t-il recommandé avant de présider, par la suite, la cérémonie de passation du drapeau national au nouveau commandant et de signer le procès-verbal de passation de pouvoir. Après avoir présidé la cérémonie de passation de pouvoir, le Général d'Armée a prononcé, lors de sa rencontre avec les cadres et les personnels de la Gendarmerie nationale, une allocution dans laquelle il a souligné que "les exigences de la sécurité et de la stabilité du pays sont des défis majeurs qu'il appartient à tout Algérien sincère de relever", poursuit le communiqué. "Réunir les exigences de la sécurité et de la stabilité dans notre pays, favoriser son développement et son progrès et lui conférer la place qu'il mérite au concert des nations, sont des défis majeurs face auxquels tout homme fidèle à cette terre bénie, se voit appelé à consentir toutes ses forces et efforts dans l'objectif de les relever. C'est cet objectif que l'ANP veille, aux côtés de tous les fidèles enfants de notre pays, à concrétiser, sous la conduite de Monsieur le Président de la République, Chef suprême des Forces armées,

ministre de la Défense nationale, en œuvrant à remplir notre engagement envers le message des valeureux martyrs, et à mettre en échec les desseins et les visées des ennemis du peuple algérien", a relevé le Général d'Armée Saïd Chanegriha. Il a, en outre, souligné que "l'Algérie, et pour plusieurs considérations, reste ciblée et que les ennemis du peuple algérien n'arrivent toujours pas à digérer son indépendance, ni ne supportent l'attachement de ses fidèles enfants à leur héritage révolutionnaire et civilisationnel". "Ces ennemis, qui n'ont pas du tout digéré l'indépendance de notre pays, ni jamais supporté sa résilience, sa force, son unité, sa cohésion sociale et sa fusion avec son armée, n'accepteront pas non plus que les fidèles enfants de l'Algérie s'attachent aux principes et idéaux de leur glorieuse Révolution de libération nationale, qui a contribué à mettre fin au fléau du colonialisme dans le monde", a-t-il dit. "C'est dire que l'Algérie, et pour plusieurs considérations, était et restera ciblée par ses ennemis et, de ce fait, l'on ne veut pas qu'elle reste unie, réconciliée avec elle-même et fière de son histoire et de son patrimoine civilisationnel. L'on ne veut pas non plus qu'elle se construise sur les plans économique, social et scientifique, ni qu'elle soit forte, résistante et pourvue des éléments de puissance", a-t-il fait remarquer. Le Général d'Armée Saïd Chanegriha a poursuivi: "Dès lors, nous continuerons au sein de l'ANP, aux côtés de tous les hommes patriotiques, à œuvrer inlassablement dans le sens de la préservation de la notoriété de l'Algérie et de la grandeur de son peuple, à travers le renforcement de nos capacités militaires et moyens dissuasifs, de manière à combattre rigoureusement tous ceux qui songent à porter atteinte à la souveraineté, à la sécurité nationale et aux potentialités économiques de l'Algérie".

Le ministre de la Communication préside à Alger l'ouverture d'une session de formation au profit des journalistes

Le ministre de la Communication, M. Mohamed Meziane a présidé, samedi à Alger, l'ouverture d'une session de formation au profit des journalistes. Organisée par la Télévision algérienne, cette

formation, de deux jours, a pour but de renforcer les compétences des jeunes journalistes en conformité avec les normes de qualité et les exigences éthiques de la profession. Cette session s'inscrit dans le

cadre de "l'engagement de l'Etat à offrir aux journalistes et aux professionnels du secteur toutes les opportunités pour améliorer le niveau, et cela ne peut se réaliser que par une formation continue et spécialisée", a souligné le ministre de la

Communication dans son intervention à la Radio régionale d'Oran, en marge de l'ouverture, jeudi dernier, de la première rencontre régionale des journalistes et des différents ac-

teurs du secteur. Parmi les principales recommandations de cette rencontre, figurent "le renforcement de la formation spécialisée et continue et la révision de la politique générale de formation".

SALON ICT AFRICA

RED SOFT dévoile ses dernières innovations

RED SOFT, acteur mondial de référence dans les technologies logicielles et matérielles, annonce sa participation au salon ICT Africa Summit, l'un des principaux rendez-vous du secteur des technologies de l'information et de la communication sur le continent africain, qui se tiendra du 21 au 23 Avril en cours à la Safex à Alger, indique la société dans un communiqué. Présente en Algérie à travers son distributeur officiel

Work Service, et appuyée par son partenaire stratégique SAPEEGE, « RED SOFT proposera à cette occasion un écosystème intégré de solutions technologiques, pensé pour répondre aux besoins des entreprises et des institutions publiques». Reposant sur des technologies russes de pointe, explique la même source, ses solutions sont conçues pour relever les défis informatiques les plus complexes, tout en garantissant sécurité, performance et sou-

veraineté numérique. Sur le stand RED SOFT (B58), les visiteurs pourront découvrir : Des solutions logicielles et matérielles intégrées pour les environnements IT critiques ; Des infrastructures robustes, évolutives et adaptées à des systèmes de complexité variable ; Des technologies de mobilité sécurisée, renforçant la protection des données et l'efficacité opérationnelle ; Des cas d'usage concrets illustrant la mise en œuvre réussie de services IT à

grande échelle en Russie. Les experts RED SOFT seront présents pour présenter ces innovations, partager leur expertise et accompagner les visiteurs dans l'identification d'opportunités d'intégration sur le marché africain. « RED SOFT vous donne rendez-vous au stand B58 du salon ICT Africa. Venez découvrir comment les technologies russes peuvent contribuer, dès aujourd'hui, à façonner l'infrastructure numérique de demain», conclut-elle.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Dimanche 20 avril 2025 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

